

enoromi azine

MANAGEMENT

10

**EUGENIA
ONYEKWELU**

*UBA Gabon, symbole de la
banque du futur.*

+

ENQUÊTE

Pollution :

*Le pétrolier PERENCO au banc des
accusés.*

DOSSIER

Dette publique :

Un fardeau bien encombrant.



**SCANNEZ
LE QR CODE**

*Pour plus de contenu
sur notre site web
www.enoromi.com*

MAGAZINE GRATUIT



771473 968012 >

1. ORIGINE DU PROJET

Créée pour mettre en œuvre le programme phare de développement de l'agriculture au Gabon, Gabonaise des Réalisations Agricoles et des Initiatives des Nationaux Engagés « GRAINE », la SOTRADER est entrée en 2018 dans sa phase d'exploitation visant à faciliter l'écoulement sur le marché des produits des acteurs de ce programme.

C'est dans cet élan qu'elle a lancé en mi 2020 le projet « Commerçant Agricole Indépendant », consistant à ouvrir des marchés et points GRAINE ou mettre à disposition des containers PDS (point de vente social), kiosques et moto bennes, un projet autonome ouvert aux petits commerçants indépendants pour la commercialisation des produits issus des plantations des nationaux engagés dans l'agriculture, l'élevage et la pêche. Ce projet vise donc à mettre sur le marché des produits alimentaires de bonne qualité à des prix compatibles avec le pouvoir d'achat des consommateurs gabonais.



CONTACTS ;

077 75 37 86
062 00 92 62

PROJET

“ COMMERÇANT AGRICOLE INDÉPENDANT ”



2. QUELLE EST DONC L'APPROCHE STRATÉGIQUE DE LA SOTRADER ?

Pour l'atteinte des objectifs de ce programme, la SOTRADER se propose de :

- ❖ Mettre à disposition des containers, kiosques, moto bennes ;
- ❖ Réfectionner ou aménager des locaux ;
- ❖ Faciliter l'obtention des agréments techniques auprès des services compétents du Ministère de l'Agriculture, la fiche circuit auprès de l'ANPI et l'agrément sanitaire auprès de l'AGASA ;
- ❖ Accompagner dans la gestion des boutiques et la commercialisation des produits ;
- ❖ Former à la conduite des moto bennes ;
- ❖ Garantir la disponibilité des produits.



3. QUELLES SONT ALORS LES CONDITIONS D'ACCÈS AU PROGRAMME ?

- ❖ Etre de nationalité gabonaise et avoir 18 ans révolus ;
- ❖ Etre constitué en société ou entreprise individuelle ayant une activité professionnelle commerciale, artisanale ou agricole (fiche circuit ANPI) ;
- ❖ Disposer d'un site qui soit en conformité avec les critères d'accessibilité et de sécurité du projet (pour les demandeurs des points et marchés).

4. LES OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES

- ❖ Rembourser le montant de l'investissement (achat container, kiosque, moto benne, réfection et aménagement) à taux 0% et suivant un tableau d'amortissement allégé ;
- ❖ Payer une caution annuelle de 200.000 F CFA ;
- ❖ S'approvisionner en produits agricoles exclusivement auprès de la SOTRADER.

Directeur de publication

Dorine Henry M.

Rédacteur en chef

Seif Mostley

Graphisme & maquetteDavy Megnie  Think different**Photographies**

Junior Photographie

Régie publicitaire

Prestige Com Premium

Téléphone : +241 77 65 75 75

Équipe de rédaction

Christian BOUA

Griffin ONDO

Tsira

AIMK

Tirage mensuel

5000 exemplaires

Imprimé par

Services Prestiges International

Points de distribution**À Libreville**

Spa Yacine

La Maison de Lulu

Urban FM

Oyem

Hôtel Marguerite

Ont participé

Jean Paul Augé OLLMO

Brice GOTOA

Mikel DOUSSENGUI

Stevie MOUNOMBO

Gloire ZN

Hailee MD

R.R

Suivez-nous également sur les réseaux sociaux

@Enoromi Magazine



ÉDITO

SANS LA FOI EN LA RECHERCHE, POINT DE SALUT POUR L'AFRIQUE !

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a préconisé la vaccination de 20% de la population par pays. L'objectif poursuivi est l'atteinte de l'immunité collective. Un défi que peuvent relever tous les pays. Cependant, il apparaît difficile de croire que ce but sera réalisable d'ici la fin du premier trimestre 2021 pour les pays africains. Principalement à cause de la difficulté à se procurer les vaccins mis au point en occident ainsi qu'en Chine et en Inde.

Cette difficulté tient surtout des achats et précommandes compulsifs des pays riches. Ensuite, il y a le coût de ces vaccins. Si, les pays occidentaux justifient leur prééminence par le fait qu'ils ont déboursé des financements colossaux pour financer la mise au point des vaccins, il reste que l'OMS, à travers son Directeur général, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a invité à un accès équitable aux vaccins pour éviter le « chacun pour soi » ou un certain « nationalisme vaccinal » qui pourrait nuire aux efforts mener par les pays pauvres pour enrayer le Covid-19.

La même inquiétude sur la préférence, liée aux accords bilatéraux entre les firmes pharmaceutiques et les pays riches ou émergents pour l'accès aux vaccins, a également été soulevée par Moussa Faki Mahamat, le président de la Commission de l'Union africaine (UA). « Il ne faut pas que ceux qui ont les moyens monopolisent les vaccins. Il faut que l'Afrique soit également comprise parmi ceux qui vont bénéficier dès les premiers instants de ces vaccins », déclarait-il au mois de décembre 2020. Une position qui a été renforcé par l'intervention du président sud-africain, Cyril Ramaphosa, lors du sommet de Davos le 26 janvier dernier.

Quoi qu'il en soit, la réalité qui s'impose à l'Afrique est d'abord celle de la mobilisation des ressources financières au regard du coût des vaccins anti-Covid. Pour des pays comme le Gabon, la première phase de la campagne vaccinale concernera moins de cinq cent mille personnes, seulement, le gouvernement doit mobiliser près de vingt

milliards de francs CFA. Une somme astronomique en cette période de crise multiforme.

Si une poignée de pays, à savoir les Seychelles, l'Égypte, la Guinée et le Maroc, ont déjà entamé des campagnes de vaccination, la grande majorité des pays du continent est en phase de démarchement pour l'approvisionnement, alors que le contexte international présente une conjoncture en lien avec les ruptures d'approvisionnement pour Pfizer-Bio-NTech par exemple. Des promesses de doses pour le continent, mais ils pourraient couvrir à peine 40% de ses 1,3 milliard d'habitants.



Séif Mostley
Rédacteur en chef

Il faut néanmoins indiquer que le prochain challenge du continent devra être celui du financement de la recherche pour sa sécurité et son progrès. En effet, dans la course à la recherche d'un vaccin anti-Covid, l'Afrique est à la remorque. Or, la pandémie du Coronavirus confirme la nécessité pour les pays africains à investir dans la recherche et développement. Il sera difficile de nier les efforts pour la

construction d'un environnement de recherche dynamique. Seulement, il faut d'abord rebâtir le système d'enseignement et constituer à chaque palier des pôles d'excellence qui doivent à terme permettre de rivaliser avec les meilleurs. La Chine, la Corée du Sud et l'Inde l'ont fait. Les résultats dans cette course au vaccin antiCovid-19 sont éloquentes.

Il ne s'agit pas d'un choix, mais beaucoup plus d'une obligation. L'avenir des nations au XXIe siècle repose sur leur capacité à s'autodéterminer à travers la recherche et l'innovation. Pour l'Afrique, investir dans la recherche renferme un double enjeu. D'un côté, elle devra assurer son développement et de l'autre son indépendance vis-à-vis des solutions exotiques qui n'enchantent plus sa jeunesse, qui croit plus en son talent et ne souffre plus d'aucun complexe. L'Afrique doit croire en elle et faire confiance à ses chercheurs pour son salut. ●

Sommaire



ACTUALITÉS

- 06 One Planet Summit :**
La Grande muraille verte pour l'Afrique.
- 07 Import-export :**
Le Conseil gabonais des chargeurs retrouve son autotomie de gestion.
- 08 Agriculture :** Sotrader veut rendre disponibles les produits alimentaires de qualité à moindre coût.
- 09 Sport :** L'ONDSC réhabilite les plateaux sportifs de l'UOB.

ENTREPRENEURIAT

- 14 ALBAN BOUANGO**
Un caviste passionné et engagé.

DOSSIER

- 18 Dette publique :**
Un fardeau bien encombrant.

TRIBUNE

- 24 Dr. Arnaud BENGONO MEZUI**
La tyrannie du goût : les nouveaux défis du corps à travers les réseaux sociaux.



40

Découverte.

La pierre de Mbigou :
Un atout majeur de l'art gabonais.

ENQUÊTE

26 Pollution :
Le pétrolier PERENCO au banc des accusés.

MAIS ENCORE...

30 Carine ILAMA
L'art de concilier altruisme et entrepreneuriat.

DEVELOPPEMENT PERSONNEL

32 Saint Valentin :
La Covid-19 en trouble-fête.

SPORT

34 Les sportifs féminins de haut niveau au Gabon

CULTURE

38 Personne ne sort!
Et si le boycott avait été la bonne solution ?

DÉCOUVERTE

40 La pierre de Mbigou :
Un atout majeur de l'art gabonais.

ZOOM SUR

42 Les Étoiles du Gabon :
Un festival pour honorer les talents.

INTERNATIONAL

44 Fermeture du compte Twitter de Donald Trump :
Quand le débat sur la liberté d'expression enflamme la Toile.



26

Enquête

Pollution :
Le pétrolier PERENCO au banc des accusés.

Actualités



One Planet Summit : La Grande muraille verte pour l'Afrique.



Mise en place en 2017 à l'initiative du président français, Emmanuel Macron, le One Planet Summit est une énième conférence internationale sur la protection de la biodiversité. Le 11 janvier 2021, le palais de l'Élysée a servi de cadre à la 4e édition de ce sommet auquel le Gabon a pris part.

Sous le thème des enjeux de la protection de la biodiversité, la 4e édition du One Planet Summit a tenu ses assises à Paris autour du chef de l'État français, Emmanuel Macron. Une conférence qui s'est déroulée en partie par visioconférence du fait de la pandémie du coronavirus. Ce sommet a réuni des leaders d'organisations internationales,

d'institutions financières, du secteur économique et des ONG. Une ambition commune à tous : accélérer la mobilisation internationale en faveur de la nature et s'engager concrètement pour la préservation de la biodiversité.

De ces travaux, quatre principales promesses en ont découlé. Il s'agit notamment de l'accélération de la construction de la « Grande muraille verte » au Sahel, la protection des écosystèmes terrestres et marins, le financement de la protection de la biodiversité et la protection des forêts, des espèces et la santé humaine. De toutes ces actions attendues, celle liée à l'agroécologie a enchanté plus d'un, surtout les pays impactés par le projet.

En effet, l'annonce faite par Emmanuel Macron fait état d'une levée de fonds de plus de 10 milliards de dollars pour sa matérialisation. D'autant plus que les différents partenaires de cette initiative lancée en 2007 sous l'impulsion de la volonté de l'Union africaine pour lutter contre les

effets du changement climatique et de la désertification en Afrique se sont engagés à mobiliser 14,3 milliards de dollars de financements internationaux dans les 11 pays concernés d'ici 2025. La Banque africaine de Développement s'est engagée à hauteur de 6,5 milliards de dollars.

La Grande muraille verte africaine concernera un linéaire de 8000 km pour 15 km de large, soit une superficie de 11,7 millions d'hectares. L'objectif à terme est de construire une barrière végétale pour lutter contre la désertification avec pour effet la restauration de 100 millions d'hectares de terres dégradées d'ici 2030. C'est donc « une mosaïque d'arbres, de prairies, de végétation et de plantes » qu'il sera nécessaire de planter. Un travail qui nécessite de la main-d'œuvre. On estime à 10 millions le nombre d'emplois verts à créer. ●

Hailée MD



Import-export : Le Conseil gabonais des chargeurs retrouve son autotomie de gestion.



Supprimé par un Conseil de ministres de février 2019 avec à la clé, le transfert de ses compétences et de son patrimoine à l'Office des ports et rades du Gabon (Oprag), le Conseil gabonais des chargeurs (CGC) a été réhabilité lors du Conseil des ministres du 22 janvier 2021 avec la nomination à sa tête, de Pierre Moïse Mba, le nouveau directeur général. Avec lui, le CGC a retrouvé son autonomie de gestion.

Créé en 1971, le Conseil gabonais des chargeurs (CGC) a presque été démolie le 26 février 2019. Le Conseil des ministres tenu à cette date annonçait « la suppression du CGC et transfert du patrimoine, des missions et attributions à l'Office des ports et rades du Gabon (Oprag) ». Entre résignation et bouderie, cette annonce n'avait pas laissé insensibles les agents de cette boîte d'autant plus que la suppression intervenait au moment où l'entité se dotait d'un nouveau siège. « Lequel annonçait un renouveau », a exprimé Pierre Moïse Mba. Installé le 3 février à la tête du CGC, il a été nommé lors du Conseil des ministres du 22 janvier 2021 qui a par ailleurs réhabilité cette institution. Ceci, après la décision n°15/CC du 24 mars 2020 de la Cour constitutionnelle qui invalidait la décision n°13 2019 portant

suppression de certains services publics, dont le CGC, en la déclarant inconstitutionnelle.

En clair, la nomination de Pierre Moïse Mba en tant que directeur général du CGC, a rétabli cette institution dans ses prérogatives. Dans un contexte économique fragilisé par la crise sanitaire liée au Covid-19, ce retour à l'autonomie de gestion impose au nouveau manager de « trouver des outils nécessaires à l'optimisation » des ressources et du modèle économique de cette institution. Il en a conscience et compte sur ses collaborateurs pour y arriver. « Nous devons, ensemble, travailler en synergie pour réaliser nos missions qui sont encadrées par l'ordonnance n°008/PR/2014 du 20 août 2014 portant réorganisation du CGC », a déclaré Pierre Moïse Mba. Le CGC étant un maillon essentiel pour la compétitivité de l'économie gabonaise, le nouveau manager et son équipe sont attendus au pied du mur. « Nous aurons donc à faire preuve de résilience au regard du contexte mondial. Ainsi, nous devons convaincre par notre capacité à nous ouvrir à l'innovation dans l'exécution de nos missions », a-t-il exprimé.

Placé sous la tutelle du ministère des Transports, le CGC relaye les pouvoirs publics en matière de sécurisation des importations et d'assistance aux chargeurs. Il assure la gestion, la répartition des droits de trafic entre le pavillon national et les armements partenaires ; négocie auprès des conférences maritimes et autres groupes d'intérêts armatoriaux les taux de fret applicables sur le territoire gabonais ; veille à l'application des taux homologués et à la rationalisation de la desserte maritime. « Vous êtes donc attendu sur ces chantiers monsieur le directeur général. Je vous connais, vous êtes un financier rompu », a déclaré, le 3 février, le ministre des Transports, Brice Constant Paillat, avant d'envoyer Pierre Moïse Mba à l'exercice de ses fonctions. ●

Actualités



Agriculture : Sotrader veut rendre disponibles les produits alimentaires de qualité à moindre coût.



La Société de transformation agricole et développement rural (Sotrader) a lancé à la mi-novembre 2020 le programme « Commerçant agricole indépendant » avec de belles ambitions. L'idée est de rendre disponible des produits alimentaires de qualité à moindre coût et, créer des emplois en favorisant l'émergence d'une classe d'entrepreneurs agricoles nationaux.

Disponibiliser les produits alimentaires de bonne qualité .

Lancé à la mi-novembre 2020 par la Société de transformation agricole et développement rural (Sotrader), le programme « Commerçant agricole indépendant » nourrit de belles ambitions. Il s'agit d'un projet autonome ouvert aux petits commerçants indépendants pour la commercialisation des produits issus des plantations des nationaux engagés dans l'agriculture, l'élevage et la pêche. Cette initiative vise donc à mettre sur le marché des produits alimentaires de bonne qualité à des prix en résonance avec le pouvoir d'achat des consommateurs.

Des conditions d'accès très peu contraignantes.

Pour atteindre cet objectif, la Sotrader a défini une approche stratégique visant à mettre à disposition des conteneurs, kiosques, motos bennes ; réfectionner ou aménager des textes des locaux ; faciliter l'obtention des agréments sanitaires alimentaires auprès de l'Agence gabonaise de sécurité alimentaire (Agassa) ; accompagner dans la gestion des boutiques et la commercialisation des produits ; former à la conduite des motos bennes ; garantir la disponibilité des produits.

La contrepartie des bénéficiaires.

Toutefois, l'accès à cet ambitieux programme est conditionné par certains critères définis par Sotrader. Pour accéder à « Commerçant agricole indépendant », il faut être de nationalité gabonaise et avoir 18 ans révolus ; être constitué en société ou entreprise individuelle ayant une activité commerciale, artisanale ou agricole (fiche circuit de l'Agence nationale de promotion des investissements). Les personnes intéressées doivent également disposer d'un site qui soit conforme avec les critères d'accessibilité du programme (pour les demandeurs des points de marchés).

Les obligations des bénéficiaires du programme.

Une fois retenus, les bénéficiaires du programme sont également soumis à certaines obligations. Ils doivent nécessairement rembourser le montant de l'investissement (achat conteneurs, kiosque, moto benne, réfection et aménagement) à taux de 0% et suivant un tableau d'amortissement allégé ; payer une caution annuelle de 200 000 FCFA ; s'approvisionner en produits agricoles exclusivement auprès de la Sotrader.

La création d'emplois en ligne de mire.

Le programme « Commerçant agricole indépendant » s'inscrit dans le prolongement de la Gabonaise des réalisations agricoles et des initiatives des nationaux engagés (Graine). À travers ce programme, Sotrader entend encourager les coopératives et agriculteurs indépendants à produire plus afin d'inciter les Gabonais au retour à la terre, à une autonomie alimentaire. L'idée est également de créer des emplois dans le secteur agricole. ●

Stevie MOUNOMBOU



Sport : L'ONDSC réhabilite les plateaux sportifs de l'UOB.



À la suite de ceux du PK7, à Libreville, en septembre 2020, l'Office national de développement de sport et de la culture (ONDSC), bras séculier du gouvernement dans le domaine, a réhabilité et livré en janvier les plateaux sportifs de l'Université Omar Bongo (UOB), matérialisant ainsi la promesse des autorités gabonaises faite il y a quelques années aux étudiants du premier établissement d'enseignement supérieur du pays.

Afin de permettre aux étudiants de pratiquer des activités saines, le ministre gabonais des Sports, Franck NGUEMA, a livré, le 25 janvier 2021 à l'Université Omar Bongo (UOB), à son collègue de l'Enseignement supérieur, Patrick MOUGUIAMA DAOUDA, quatre plateaux sportifs. Ces plateaux multisports (basket-ball, volley-ball, handball, tennis ...) ont été entièrement réhabilités par l'Office national de développement de sport et de la culture (ONDSC) à travers un programme de construction et de réhabilitation des plateaux sportifs de proximité.

« Nous sommes venus livrer au ministre de l'Enseignement supérieur quatre plateaux sportifs au bénéfice des étudiants et sur lesquels peuvent se pratiquer six disciplines. Ces infrastructures seront utilisées dès que le Copil

(Comité de pilotage du plan de veille et de riposte contre l'épidémie à coronavirus, NDLR) donnera le top. Les étudiants pourront pratiquer leurs activités sportives, qui sont très importantes pour la santé », a déclaré Franck NGUEMA.

Pour le ministre de l'Enseignement supérieur, Pr Patrick MOUGUIAMA DAOUDA, ces travaux entraînent dans le cadre de la réhabilitation d'un certain nombre d'infrastructures à l'intérieur de l'Université. En effet, dans peu de temps, un nouvel environnement devrait se dessiner au sein de l'UOB, avec également les travaux de rénovation des différents amphithéâtres.

Avec la pandémie de la Covid-19, la pratique des sports collectifs est actuellement interdite au Gabon, l'ONDSC a profité de cette situation pour accélérer les travaux afin de coller à la vision du Chef de l'État, Ali BONGO ONDIMBA, qui souhaite développer le sport de masse dans le pays. L'UOB est le troisième site à recevoir des plateaux sportifs après le PK7 et la SNI-Likouala. Trois autres seront livrés dans les prochains mois.

Cette initiative a été rendue possible grâce à la politique sportive adop-

tée par les plus hautes autorités du pays en tête desquels le président de la République, son Excellence Ali BONGO ONDIMBA, qui prône la pratique des activités sportives à tous les jeunes et moins jeunes. « Ici, il est question de développer dans chaque localité du pays les infrastructures sportives de proximités, libres d'accès aux populations », a confié Joannick NGOMO OBIANG, directeur général de l'ONDSC.

Selon lui, l'initiative répond également à une programmation. « C'est un travail qui se fait depuis un an et demi. Nous avons identifié des mairies d'arrondissement avec lesquelles nous avons échangé. Et celles-ci sont prioritaires dans le cadre de la construction et réhabilitation des plateaux sportifs. Néanmoins, nous prenons en compte toutes les demandes qui nous parviennent et les mettons dans notre programmation », a expliqué le patron de l'ONDSC.

Les quatre plateaux sportifs de l'UOB seront gérés par le Centre des œuvres universitaire (CNOU) et la mutuelle des étudiants de l'UOB afin de pérenniser ces infrastructures, longtemps abandonnées faute d'entretien adéquat.

Le programme de construction et de réhabilitation des plateaux sportifs a pour objectif de doter tout le pays de ce type d'infrastructures sportives dans la perspective de pousser un grand nombre de Gabonais à la pratique des activités saines, source de santé parfaite.

Créé en 2019, en remplacement des structures publiques auparavant supprimées, notamment le Fonds national de développement du sport (FNDS), l'Agence nationale de gestion des infrastructures sportives et culturelles (ANAGEISC), la Commission nationale d'organisation et de gestion des événements et manifestations à caractère national et international (CNOMGEMCNI), l'ONDSC a pour mission de contribuer au développement du sport et à la promotion de la culture au Gabon. ●

Brice GOTOA

► MANAGEMENT

EUGENIA ONYEKWELU

**UBA est restée résiliente
face aux effets néfastes de
la pandémie.**

Bénéficiant d'une solide expérience dans le monde de la finance et de la banque depuis une vingtaine d'années, Eugenia ONYEKWELU a été nommée Directrice générale de la filiale gabonaise de la United Bank of Africa (UBA), en remplacement de Chioma MANG. Alors que toutes les entreprises du monde sont impactées par la crise du liée à la Covid-19, la patronne nous livre la stratégie mise en place par UBA pour contrer les effets pervers de cette maladie aussi bien pour la boîte dont elle a la charge que pour son personnel.





ENOROMI MAGAZINE

Vous êtes arrivée à la tête de la filiale gabonaise d'UBA en pleine crise sanitaire. Huit mois après le début de la pandémie, quelle est la situation de votre Banque ?

Eugenia ONYEKWELU

La pandémie de la covid-19 a fait naviguer le monde entier sur des eaux exceptionnellement difficiles et inexploitées, et ceci dans tous les secteurs de l'économie. Cela a créé un résultat sans précédent - la « nouvelle norme ». En effet, les perturbations économiques et sociales causées par la pandémie sont dévastatrices et le secteur financier n'en est pas épargné. Les tensions se font ressentir tout aussi bien au niveau des banques qu'au niveau de leurs clients sans oublier les pays dans lesquels elles opèrent, car le volume d'affaires a été affecté. Cependant, il y a aussi eu un fort impact positif de la pandémie qui a suscité la migration de manière très dras-

tique des transactions vers les canaux numériques. Nous avons observé une croissance phénoménale en termes d'adaptation aux canaux numériques. En effet, les clients qui jusqu'à présent ne montraient pas d'intérêt pour le digital demandent désormais que celui-ci soit un canal intégré. Nous avons également pu observer l'accélération de l'inclusion financière.

Chez UBA, la pandémie a orienté nos énergies vers une manière plus créative de faire des affaires, nous nous sommes adaptés à un nouveau mode de travail. Nous avons mis à profit nos talents afin d'améliorer nos capacités numériques et, surtout, mis davantage l'accent sur le service et la migration des clients vers les plateformes numériques. Je dirai que dans l'ensemble, UBA est restée résiliente face aux effets néfastes de la pandémie.

ENOROMI MAGAZINE

Le coronavirus a conduit les banques vers la dématérialisation des services plus tôt que prévu. Quelles sont les initiatives que vous avez engagées dans ce sens pour faire face à la situation ? De manière générale, comment gérez-vous la crise ?

Eugenia ONYEKWELU

UBA est une institution financière résolument tournée vers le digital. Le contexte sanitaire mondial actuel n'a fait que nous conforter dans ce positionnement. Nous n'avons jamais cessé de développer de nouvelles manières d'opérer, de telle sorte que les transactions bancaires soient plus simples, flexibles et meilleures. C'est la raison pour laquelle la banque investit considérablement dans les solutions basées sur les nouvelles technologies. Nos produits numériques donnent à nos clients un accès illimité et sécurisé à leurs comptes ou à leurs fonds, à tout

moment et en tout lieu. C'est-à-dire, sur leurs ordinateurs, tablettes numériques, Smartphones ou tout autre appareil mobile, et même dans les magasins / commerce de détail situés dans leurs quartiers respectifs.

Par conséquent, le changement du comportement des clients qui s'est opéré du jour au lendemain face au télétravail et l'interaction à distance, en raison de la pandémie et du confinement ne nous a pas surpris. Nous sommes allés de l'avant et avons déployé des terminaux et émis des cartes qui incluent la fonctionnalité "sans contact" (technologie NFC) qui promeuvent le « paiement sans contact » dans le sens où le client n'est au contact d'aucun terminal de paiement durant ses transactions. C'est une initiative futuriste de notre part, vis-à-vis de l'entrée en vigueur des dernières technologies dans notre pays.

Nous proposons donc un large panel de solutions à l'instar de Leo le Chatbot disponible sur Facebook et WhatsApp, le Push and Pull, le USSD, le TPE Cash-out, l'application Mobile Banking et de l'interface Internet Banking qui s'adaptent aux besoins et habitudes de consommation de nos clients et offrent la possibilité de gérer et garder un œil sur leur(s) compte(s) et/ou leur carte Visa Prépayée UBA Gabon en tout temps et en tout lieu. Nous travaillons constamment à l'amélioration de nos offres de solutions digitales, en tenant compte de l'évolution des besoins implicites et explicites de notre clientèle.

ENOROMI MAGAZINE

UBA a soutenu les efforts des autorités gabonaises pour faire face à la Covid-19. À ce jour, la politique est à la relance de l'économie. Quelles dispositions sont les vôtres pour accompagner cette politique ?

Eugenia ONYEKWELU

En effet, dans un élan de générosité et de soutien au Gouvernement gabonais dans la riposte à la Covid-19, notre institution a fait, en mars dernier, un don visant à faire face à la pandémie en participant à la sécurité des Gabonais et de l'ensemble de la population. UBA Gabon est résolument impliqué dans la politique de relance de l'économie mise en place par les autorités gabonaises.

C'est dans cette optique que nous avons, en ce début d'année, accepté la proposition du ministre du Commerce, des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Industrie, visant à associer le PNUD pour la campagne 2021 du Programme TEF afin d'encourager et de financer l'entrepreneuriat local et de booster par la même occasion la croissance économique. Nous avons également, dans ce contexte difficile, pensé au portefeuille de notre clientèle en maximisant son accès au crédit afin de leur permettre de réaliser leur objectif.

La poursuite de la digitalisation de nos services est en outre une stratégie majeure que nous allons continuer de développer afin de permettre à nos clients d'effectuer leurs transactions de façon plus autonome. Nous allons à cet effet, initier de nouveaux partenariats aussi bien pour la distribution de nos produits, que pour la gestion de nos services, l'objectif étant bien entendu, de diversifier les points de transactions afin de faciliter les opérations de notre clientèle.

Nos actions s'appuient également sur le renforcement du maillage de nos agences dans le Grand-Libreville et dans l'arrière-pays. Ceci permettra de nous rapprocher davantage de notre clientèle grandissante et de désengorger les agences existantes en offrant à nos clients, la possibilité de se tourner vers des sites de proximité, plus proches de leur lieu de vie. Évidemment, cette dernière action citée va aussi permettre la création d'emplois pour la jeunesse gabonaise.

ENOROMI MAGAZINE

Dotée d'une expérience avérée dans le monde de la finance et de la banque, quelles sont vos ambitions pour le développement d'UBA au Gabon ?

Eugenia ONYEKWELU

Mon équipe et moi sommes dans un voyage passionnant appelé « l'expérience client » ; qui a pour but ultime de placer le client au centre de notre stratégie : le client d'abord.

Nous allons leur fournir d'excellents services bancaires sur la base de leurs attentes et surtout un suivi personnalisé et individualisé. Pour y parvenir, nous

tirerons le meilleur de nos procédures, notre technologie et de nos employés. Nous ne pouvons que vous inviter à suivre de près nos actions dans ce sens.

ENOROMI MAGAZINE

De l'ensemble du secteur, quels risques de crise bancaire après la Covid-19 ? Quelles sont vos provisions en prévention de ces risques ?

Eugenia ONYEKWELU

L'épidémie du Covid-19 a eu un effet considérable sur les vies, les entreprises et les économies du monde entier. La pandémie a provoqué un effondrement mondial des activités économiques et l'épidémie représente un défi majeur pour la plupart des économies. Partout dans le monde, le secteur bancaire en ressent les effets, mais l'impact de la pandémie variera d'une organisation à l'autre en fonction de leur résilience, de leur niveau d'exposition, de leur répartition géographique, etc.

Le secteur bancaire dans le monde va connaître des changements durables sur la gestion des risques tels que le risque crédit, le risque de marché, le risque de liquidité et le risque opérationnel. La qualité du crédit et des garanties dans certains secteurs pourrait être affectée négativement, il pourrait y avoir un resserrement des liquidités dans certains domaines, l'appétit pour le risque pour les investissements pourrait être affecté.

Les changements dans le modèle de travail qui ont conduit à une plus grande dépendance à la technologie pourraient entraîner de nouveaux domaines de risque dont les cybermenaces.

Dans l'anticipation de l'impact de la pandémie, les institutions financières et les régulateurs ont engagé des actions pour renforcer le secteur financier et couvrir ces risques. La mise en place d'un mode de test de résistance robuste et la mise en œuvre de systèmes de cyber sécurité, la refonte du plan de continuité des activités pour maintenir la résilience opérationnelle, le renforcement du contrôle interne, etc. La mise en œuvre de ces actions va fortement contribuer grandement à faire face à ces risques. ●

*Propos recueillis par
Séif MOSTLEY*

► ENTREPRENEURIAT

ALBAN BOUANGO

Un caviste passionné et engagé.

Passionné par le vin et tout ce qui s'y rapporte, Alban BOUANGO est un jeune entrepreneur gabonais, diplômé en marketing et stratégie d'entreprise installé depuis une décennie à Bordeaux, en France, où il s'est lancé dans la production et la commercialisation du vin. La Cave Plaisirs Bachiques, ses vins de la signature des régions d'Aquitaine et de Champagne, ambitionne d'être une grande marque.

Sa passion pour le vin démarre exactement le 24 septembre 2009, où il découvre la vigne à travers une séance de vendange, au Château Talbot (4e Grand Cru Classé St Julien) dans le Médoc. « Ce jour-là est particulier, car je ne savais pas qu'il fallait souffrir autant pour élaborer un vin de qualité, raconte Alban BOUANGO. À noter que je me suis retrouvé à cet endroit par le plus grand des hasards, étant donné que je remplaçais un ami. En effet, bien que cette aventure n'a pas été le déclic principal, il faut reconnaître qu'elle n'en demeure pas moins la première pierre. »

Au cours de son cursus, le Gabonais gardera en mémoire sa rencontre avec Nicole TARI (propriétaire du Château Nairac), qui rappellera le lien

entre le vin et ses afrodescendants, la famille Castaing et la Famille Beerens qui l'accompagnent dans ce projet également, Bernard MAGREZ qui va être une inspiration dans le sens des affaires. C'est donc en « Famille » que le projet de la Cave se construit, dans l'Amour, la bienveillance et le désir d'Excellence.

Un parcours difficile à la découverte du monde vitivinicole.

À la fin de ses études en 2013, lorsqu'il était à la recherche d'un stage de fin d'études, il a fait le choix d'avoir une expérience culinaire afin de comprendre les subtilités de la gastronomie.

« Une expérience totalement à l'opposé de ma formation en marketing et stratégie d'entreprise, mais grâce à laquelle, j'ai compris l'importance du vin dans ses associations avec différents mets. Était-ce la voie royale ? Je n'en étais pas convaincu ? », confie-t-il.

Par ailleurs, entre 2013 et 2016, il connaîtra quelques déceptions professionnelles, entre la recherche d'un emploi stable et des difficultés d'emploi dans son secteur d'activité lié à sa formation. Il enchaîne ensuite des petits boulots pour maintenir une assise financière. Néanmoins, malgré ces derniers, l'envie de se lancer dans la vente d'alcool traversait toujours son esprit.



En outre, entreprendre et les risques que ça comporte était un frein. Mais le déclic intervient après les élections de 2016 au Gabon.

« Le déclic intervient vraiment après les élections présidentielles 2016 de mon pays, où je décide d'entreprendre. Aussi, suite à une opportunité, qui s'était offert du côté de Loupiac avec la famille SANFOURCHE qui me tendait les bras, je me lance avant de sombrer dans une déception, vu que cette opportunité n'était en fait qu'un leurre. Malgré cette déception, j'ai tout de même obtenu de ma petite négociation quelques crus du château Loupiac GAUDIET, pour assurer une minime distribution sur Paris. Nous étions en novembre 2016, ma cousine (Miss) à Asnières et Glenn POATY à (Joinville-

le-Pont) s'en souviendront », explique Alban BOUANGO.

Après dégustation de ces derniers, c'est à ce moment précis qu'il comprit l'urgence de proposer des vins de qualités issus des terroirs bordelais rares et prestigieux.

« Je pense et peux l'affirmer, que cette belle aventure a renforcé ma conviction que c'était bien la voie que je devais suivre, juste une évidence. Mon expérience au Centre Interprofessionnel de Vin de Bordeaux (CIVB) en 2015 reste dans tous les cas, l'élément clé de cette aventure. Je ne l'ai pas mentionné plus tôt, car mon business ne devrait pas seulement se fonder sur mon expérience principale, je n'avais pas besoin de me convaincre de la qualité

des vins choisis et proposés, mais plutôt d'en convaincre mes prospects et futurs clients », affirme-t-il.

En 2017, Alban BOUANGO retrouve un boulot de commercial dans sa formation initiale où il rencontre des gens incroyables. 2018, c'est le grand bain, il fait son entrée dans les assurances, ce qui lui permet de suffisamment économiser afin de lancer définitivement son business.

4 gammes de vins rouges et 3 types de vins blancs

À ce jour, Alban BOUANGO et ses associés (Nicole Tari, Anthony Castaings et Anne Laure Beerens) ont mis sur

le marché vinicole 4 gammes de vins rouges dont 3 sont ses productions :

- L'ITSORIA, qui est un VDP (Vin de Pays), Merlot, Cabernet sauvignon, Cabernet franc. Il a une Garde de 5 ans. On en retrouve en bouteilles de 75 cl et BIB de 10L ;
- Le Bergerac, un vin rouge cuve, il a une Garde de 10 ans. Il existe en bouteille de 37,5 cl, 75 cl, BIB de 5 ou 10L. Il est intense, fin et voluptueux ;
- Le Bergerac Chênes, un vin rouge de très grande garde. Bouche ample et structurée, belle longueur qui exalte des arômes de cassis et de réglisse avec un final truffé. Il est non boisé.

Ils proposent également 3 types de vins blancs :

- Le blanc sec, qui se distingue par ses raisins très jeunes, de type Sauvignon ;
- Le moelleux, qui se distingue par des raisins mûrs. À titre d'exemple, vous pouvez prendre le Bergerac ;
- Les liquoreux, qui se distinguent par leur longue durée et qui sont faits à base de raisins pourris.

Cette petite entreprise vend en moyenne 2 000 bouteilles par an, mais avec la pandémie de la Covid-19, la vente s'est limitée à 1 500 bouteilles en 2020. Selon Alban BOUANGO, une chose importante à savoir est qu'il est possible de produire du vin avec n'importe quel type de fruits. Donc dans le cas du Gabon, il est très possible de faire du vin avec de la canne à sucre, ce qui se fait déjà.

« Bien qu'artisanal, voire traditionnel, le vin Made in Gabon, tel que le Mous-soungou ou vin de palme est là. Il est important de clarifier qu'on peut faire du vin autrement qu'avec des raisins. Il est même possible de faire du vin de mangues ! Donc oui, du vin Made in Gabon c'est possible ; maintenant, savoir si le vin au raisin Made in Gabon à de l'avenir, c'est une autre question », suggère Alban BOUANGO.

Pour se procurer des bouteilles de vin de la Cave Plaisirs Bachiques, il suffit de le contacter directement à travers ses contacts téléphoniques ou les réseaux sociaux. Les commandes et livraisons se font partout à travers le monde. Le but étant de proposer une expérience client particulière. Après cette première cuvée, le jeune entrepreneur gabonais annonce une autre nommée « Iboga », dont l'ambition est de ravir leur place aux grands crus cachetés.

Mais qui est Alban BOUANGO ?

Alban BOUANGO est originaire du Gabon, né à Libreville. Il voue une passion pour le sport, la lecture, les arts contemporains, mais surtout, l'œnologie et la gastronomie. Diplômé en marketing et stratégie d'entreprise en école de commerce, il a suivi une formation à Institut scientifique de la vigne et du vin (ISV) de l'université de Bordeaux, créé Bordeaux par monsieur Denis DUBOURDIEU, considéré comme « le Pape des vins blancs ».

Depuis la création de ses vins, le Gabonais a pris part à différents salons dont l'un des plus prestigieux est le Salon des Vignerons indépendants à Portes de Versailles en France. Il a également été reçu en décembre dernier par l'ambassadeur haut représentant du Gabon en France, Liliane Massala. Cette dernière a salué l'initiative du jeune compatriote, et lui a exprimé ses encouragements pour avoir su s'exprimer dans un milieu aussi fermé et protectionniste que celui du vin. ●

Brice GOTOA



Le Groupe Ecobank remporte des trophées décernés par EMEA Finance, The Banker et Global Finance

Lomé, le 2 décembre 2020 – Le premier groupe bancaire panafricain, Ecobank, a remporté des trophées décernés par EMEA Finance, The Banker et Global Finance.

- EMEA Finance a remis cette année à Ecobank le Trophée panafricain de l'Inclusion financière, et lui a décerné le titre de 'Meilleure Banque' au Burkina Faso, au Cap-Vert, au Gabon, en Gambie, en Guinée, au Liberia, au Mali et au Tchad.
- Ecobank a reçu le Trophée Banque de l'année 2020 en Afrique (prix régional) et Banque de l'année pour ses filiales au Gabon, en Gambie, en Guinée, en Guinée-Bissau et au Togo, décernés par The Banker.
- Le prix de 'Gestion de crise remarquable – Finance et Affaires' a été octroyé à Ecobank par Global Finance.

Ade Ayeyemi, Directeur général du Groupe Ecobank, a précisé : « Le Groupe Ecobank est reconnu depuis longtemps comme un pionnier et nous sommes fiers de jouer un rôle majeur dans le domaine de la banque numérique, de l'inclusion financière, et du développement économique et social grâce à notre approche multicanale. Ces nouvelles distinctions sont le résultat du travail acharné des Ecobanquiers à travers le groupe ainsi que des relations fructueuses et durables avec nos différents acteurs et partenaires. Elles confirment l'efficacité de notre stratégie et notre impact sur les entreprises et la vie des gens en Afrique subsaharienne ».

« Notre modèle de banque unique, selon lequel nous développons nos produits, services et solutions de manière centralisée pour les distribuer localement, apporte aux particuliers, aux entreprises, aux grandes sociétés et au secteur public en Afrique des solutions bancaires pratiques, abordables et sécurisées 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. À présent, nous faisons de notre activité de paiement un catalyseur du commerce et un instrument de paiement à travers toute l'Afrique », a-t-il ajouté.

Parmi les produits, services et solutions bancaires et les initiatives du groupe pour la communauté qui ont influencé les décisions des juges, on peut citer l'appli Ecobank Mobile ; l'ouverture de compte Xpress aux vérifications allégées qui favorise l'inclusion financière ;

Ecobank Pay, la solution de paiement QR numérique sans contact, l'expansion rapide du réseau de Points Xpress, les prêts Xpress exclusivement numériques. Ces éléments s'ajoutent aux retraits par jeton électronique ; aux nouvelles plateformes de banque par Internet, telles que Ecobank Online pour les particuliers, Omni Lite pour les entreprises et Omni+ pour les grandes sociétés ; à l'évolutivité de l'écosystème et des plateformes numériques de Ecobank ; et aux initiatives du groupe visant à aider les personnes, les communautés, les entreprises, les autorités sanitaires et les gouvernements durant la pandémie de Covid-19.

Ces nouvelles distinctions s'ajoutent aux trophées récemment décernés au Groupe Ecobank, notamment :

- African Banker (EMEA Finance)
- Banque la plus innovante d'Afrique (Global Finance)
- Banque africaine de l'année (African Banker)
- Meilleure banque d'Afrique en matière de responsabilité sociale d'entreprise (Euromoney)
- Trophée de l'Innovation dans les services financiers (African Banker)

Dossier



Par **Griffin ONDO**

DETTE PUBLIQUE

UN FARDEAU BIEN ENCOMBRANT.

Les autorités gabonaises, le président de la République le premier, envisagent de voir 2021 sous un autre angle en ce qui concerne la dette publique du Gabon, dont l'encours n'a pas cessé de s'accroître ces dernières années, au point que de 2014 à 2018 celle-ci a quasiment doublé, passant de 2 660 à 5 260 milliards de FCFA. En 2020, selon les chiffres officiels, le niveau d'endettement du Gabon est évalué à 5 800 milliards de FCFA. Lors de son discours de présentation des vœux à la Nation, le 31 décembre 2020, Ali BONGO ONDIMBA a dit son ambition de ramener le taux d'endettement du pays sous la barre des 70% du PIB. Si certains analystes économistes doutent que le gouvernement y parvienne, d'autres assurent que la réputation de solvabilité du Gabon est intacte et que les réformes prévues pour cette nouvelle année permettront d'atteindre cet objectif.



ÉTAT DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2020

En 2020, plus que lors des années précédentes, le Gabon a eu un recours massif aux financements extérieurs, au point que le niveau d'endettement du pays a dépassé les 5 800 milliards de francs CFA au cours des neuf premiers mois de l'année. Si la crise sanitaire liée à la Covid-19 et à son impact sur l'économie nationale explique ce recours à l'endettement, plusieurs

analystes économistes et même le Gabonais lambda se sont inquiétés à juste titre sur la capacité de l'État à régler cette dette.

À la Direction générale de la Dette (DGD), on veut être optimiste et l'on préfère exhiber les chiffres qui montrent que l'État gabonais jouit encore d'une parfaite réputation de solvabilité. L'administration note que de janvier à septembre 2020, par exemple, l'exécution de la dette publique a connu une hausse substantielle et conjointe des règlements, tirages et encours par rapport à la même période en 2019.

PLUS DE 5 800 MILLIARDS DE FCFA DE DETTE

Selon les chiffres officiels, au terme des neuf premiers mois de l'année 2020, l'encours de la dette de l'État gabonais a connu une hausse de 14,2% pour se situer à 5 835,1 milliards de FCFA. Une hausse du stock de la dette publique qui s'explique par l'augmentation conjointe du stock de la dette intérieure (+30,2%) et extérieure (+ 8,8%), liée à l'accroissement de l'encours de la dette multilatérale (+18,8%), bilatérale (+5,1%) et marché financier international (+4,8%).

À la DGD, l'on soutient en effet que la hausse de la dette intérieure provient de l'augmentation de la quasi-totalité des composantes, notamment le marché financier régional (+73,1%), le moratoire (+21,8%) et bancaire (+10,8%).

Ce qui fait qu'au terme du troisième trimestre 2020, la structure du portefeuille de la dette publique est composée de 71,0% de la dette extérieure et de 29,0% de la dette intérieure contre 74,5% de la dette extérieure et 25,5% de la dette intérieure à la même période en 2019. Mais l'État est parvenu à régler une partie de sa dette publique.

Évolution du stock de la dette publique

(En milliards de FCFA)

	4T 2019	1T 2020	2T 2020	3T 2020	Janvier-Septembre			
					2019	2020	Poids	Var 20/19
Dettes extérieures	3 875,6	4 031,6	4 040,2	4 142,1	3 807,1	4 142,1	71,0%	8,8%
Multilatérale	1 399,9	1 405	1 468,4	1 645,8	1 384,6	1 645,8	28,2%	18,8%
Bilatérale	872,5	868,5	857,7	858,5	816,9	858,5	14,7%	5,1%
Commerciale	324,81	307,7	288,4	273,6	304,8	273,6	4,7%	-10,2%
Marché financier Internat.	1 278,4	1 450,4	1 425,7	1 364,3	1 300,8	1 364,3	23,4%	4,8%
Passagers transpor- tés (x1000)	1 470,94	1 575,4	1 660,4	1 693,0	1 300,2	1 693,0	29,0%	30,2%
Bancaire	686,04	788	802,4	784,6	707,9	784,6	13,4%	10,8%
Moratoires	232,8	220,9	248,6	256,4	210,6	256,4	4,4%	21,8%
Divers	0				5,0		0,0%	
Marché financier Régional	552,1	566,5	609,5	652,0	376,7	652,0	11,2%	73,1%
Total	5 346,5	5 607,0	5 700,7	5 835,1	5 107,3	5 835,1	100,0%	14,2%

Source: DGD

PLUS DE 991 MILLIARDS DE FCFA DE DETTE RÉGLÉS EN 9 MOIS

D'après les chiffres rendus publics en novembre 2020, à fin septembre, le règlement de la dette s'est en effet situé à 991,8 milliards de FCFA, en hausse de 77,7% par rapport à la même période l'année précédente. Ces efforts de paiement ont été particulièrement observés sur la dette ex-

térieure (714,1 milliards de FCFA) qui représente 72,0% des règlements de la période, indique la DGD.

En hausse de 107,6% par rapport à 2019, les règlements de la dette extérieure ont essentiellement été effectués sur les marchés financiers internationaux. Ceux-ci intègrent notamment le paiement d'arriérés à hauteur de 45,4 milliards de FCFA, dont 34,3 milliards de FCFA auprès des multilatéraux, 5,9 milliards de FCFA auprès des bi-

latéraux et 5,2 milliards de FCFA auprès des commerciaux.

De même, à fin septembre 2020, le paiement de la dette intérieure s'est élevé à 277,7 milliards de FCFA, soit une augmentation de plus 29,7% par rapport à la même période en 2019. Ces chiffres tiennent compte d'un paiement d'arriérés à hauteur de 39,7 milliards de FCFA au profit des postes moratoires (38,7 milliards de FCFA) et divers intérieur (1 milliard de FCFA). Une évolution qui, selon la DGD, est consécutive à la hausse du règlement au marché financier régional et moratoire (respectivement 44,9% et 115,7%).

Évolution du règlement de la dette publique

(En milliards de FCFA)

	4T 2019	1T 2020	2T 2020	3T 2020	Janvier-Septembre			
					2019	2020	Poids	Var 20/19
Dettes extérieures	92,8	570,1	64,92	79,13	344,0	714,1	72,0%	107,6%
Multilatérale	29,6	35,2	10,0	16,7	112,2	62,0	6,2%	-44,8%
Bilatérale	1,0	21,1	9,0	22,8	53,5	52,9	5,3%	-1,2%
Commerciale	20,3	23,9	17,9	21,3	136,2	63,1	6,4%	-53,7%
Marché financier Internat.	41,9	490,0	28,0	18,3	42,1	536,2	54,1%	1173,6%
Passagers transportés (x1000)	75,3	77,9	119,4	80,4	214,2	277,7	28,0%	29,7%
Bancaire	8,8	20,2	42,2	29,0	95,1	91,4	9,2%	-3,9%
Moratoires	20,0	15,0	5,7	22,4	20,0	43,1	4,3%	115,7%
Divers	5,0	0	2,5	0	2,0	2,5	0,0%	25,0%
Marché financier Régional	41,5	42,7	68,9	29,0	97,1	140,7	14,2%	44,9%
Total	168,1	648,0	184,3	159,6	558,2	991,8	100,0%	77,7%

Source: DGD

L'ÉVOLUTION DES TIRAGES SUR FINANCEMENT

Comme de nombreux pays du continent, et particulièrement ceux de la sous-région de l'Afrique centrale, à cause de la Covid-19, le Gabon s'est retrouvé à court de ressources suffisantes pour supporter ses charges. Le pays a ainsi fait de l'emprunt son principal levier pour équilibrer ses comptes. Selon les chiffres officiels, l'État gabonais a bénéficié des décaissements dont le montant total s'est établi à 1 120,5 milliards de FCFA entre janvier et septembre 2020, particulièrement sur les emprunts extérieurs et intérieurs.

En hausse de plus de 100% par rapport au niveau atteint à la même période une année plus tôt, ce montant résulte des tirages sur financements extérieurs auprès des marchés financiers internationaux, des bailleurs de fonds multilatéraux et des bilatéraux, soit respectivement 53,1%, 24,3% et 2,2% de l'enveloppe globale.

Les tirages auprès des bailleurs de fonds extérieurs ont représenté 80,1% de l'enveloppe globale. Ils proviennent principalement du marché financier international, FMI, BAD, AFD et autres bailleurs. Les financements intérieurs ont représenté 19,9% des tirages à fin septembre 2020, précise la DGD.



**Évolution des tirages
sur financement***(En milliards de FCFA)*

	4T 2019	1T 2020	2T 2020	3T 2020	Janvier-Septembre			
					2019	2020	Poids	Var 20/19
Dettes extérieures	135,4	597,4	93,9	206,2	264,5	897,4	80,1%	239,3%
Multilatérale	36,8	0,2	88,4	184,0	235,4	272,7	24,3%	15,8%
Bilatérale	94,6	20	5,5	16,8	29,1	24,3	2,2%	-16,5%
Commerciale	4,0	-	0	5,3	-	33,7	-	-
Marché financier Internat.	-	595,2	0	-	-	595,2	53,1%	-
Passagers transportés (x1000)	58,7	55,3	104,1	63,7	23,5	223,1	19,9%	849,3%
Marché financier Régional	58,7	55,3	104,1	63,7	64,6	223,1	19,9%	245,3%
Total	194,1	652,7	198,0	269,8	288,0	1120,5	100,0%	289,1%

Source: DGD

UNE BOMBE À RETARDEMENT

La hausse de l'encours de la dette publique du Gabon inquiète particulièrement les analystes économistes qui mettent en garde le gouvernement contre une inévitable explosion dans les années à venir. C'est, en tout cas, l'avertissement adressé encore en janvier 2021 par Mays MOUISSI à la Première ministre, Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA. L'analyste gabonais s'était en effet étonné de ce que la cheffe du gouvernement avait affirmé en septembre 2020 devant l'Assemblée nationale que la dette publique du Gabon était parfaitement maîtrisée. Mieux, elle avait indiqué que l'encours avait servi à financer les projets de développement du pays.

PLUS DE 1 000 MILLIARDS DE FCFA SUPPLÉMENTAIRES NETS

Pour Mays MOUISSI, « la dette publique de notre pays est une bombe à retardement ». « Au niveau où elle se situe, à chaque fois qu'elle augmente, elle limite dangereusement les capacités d'intervention de l'État. [Or], en seulement 12 mois,

entre le 1er janvier et le 31 décembre 2020, le gouvernement de Madame Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA a endetté notre pays de 1 081 milliards FCFA supplémentaires nets », informe-t-il, refusant la justification des autorités gabonaises selon laquelle la crise sanitaire actuelle est responsable de cette hausse de l'encours de la dette publique.

« Quant à la désignation de la Covid-19 comme ultime responsable de l'accroissement de la dette publique du Gabon en 2020, cela m'inspire une réflexion : si la Covid-19 est responsable de l'augmentation de la dette en 2020, qui le gouvernement désignerait-il comme responsable de l'augmentation continue de la dette du Gabon depuis 2009 ? » s'est interrogé l'analyste dans une tribune publiée en janvier 2021 sur le site Gabonmediatime.com.

UNE AMBITION PRÉSIDENTIELLE

« En 2021, nous devons faire plus pour notre jeunesse. En matière de finances, cette année encore, le Gabon poursuivra son objectif de désendettement. La crise de la Covid-19 a poussé nos États, tous les États, à recourir de manière exceptionnelle à l'emprunt. Ce fut une parenthèse.

En 2021, le Gabon qui jouit d'une solide réputation de solvabilité entend ramener son taux d'endettement sous la barre des 70% du PIB. Nous n'avons pas le droit de vivre à crédit sur le dos de nos enfants, de leur transmettre le fardeau de la dette.

Réduire la dette, c'est retrouver des marges de manœuvre pour mieux financer, dès à présent, l'économie, la santé, l'éducation, le social, les infrastructures. Mais c'est aussi offrir aux générations futures un avenir meilleur. » Extraits du discours à la Nation d'Ali BONGO ONDIMBA, le 31 décembre 2020. ●

DÉCONFINEZ VOTRE MARQUE



Think different

Studio de Graphisme

+241 - (0)74 - 81 - 92 - 83



Tribune

La tyrannie du goût : Les nouveaux défis du corps à travers les réseaux sociaux.

Au Gabon, depuis quelques années circulent et se partagent sur la toile, sur les réseaux sociaux (les avatars de la mondialisation) des images et vidéos aux caractères phonographique et érotique de ses populations. Constat transgénérationnel, des adultes jusqu'aux jeunes passant par des adolescents, femme comme homme, fille comme garçon, en effet, il est maintenant question d'avoir « le goût » de se filmer en pleins ébats amoureux, en montrant ses parties génitales, son corps dénudé ou presque ; au point où les corps sexués se mettent en challenge dans la société, réellement et sur la toile. Il faut satisfaire le goût d'être vu, il faut satisfaire le goût de voir, il faut satisfaire le goût de partager le goût « de ça ».

À ce moment la pulsion de jouir librement de son corps est irrésistible. Ces comportements sont victimes de la tyrannie du « goût ». Pourquoi, au Gabon, le goût et la pulsion de jouir sont plus forts que le souci de se préserver ?

La tyrannie (du latin, tyrannus) est définie comme le « fait de s'imposer d'une manière impérieuse et absolue à l'esprit, aux sentiments, à la volonté de quelqu'un à se conformer à certaines exigences matérielles, morales » selon Larousse. La tyrannie du goût au Gabon se traduit par le bombardement tous les jours des images sexuelles, des paroles sexuelles, des gestes sexuels, des danses sexuelles, des comportements sexuels à risque dans tous les champs qui animent les corps. Ce bombardement est appuyé et relayé par la radio, la télévision, l'internet et ses réseaux sociaux dont le corps est victime.

Le corps est l'objet d'une instrumentalisation ambivalente. Certes, il est un corps-jouissif, un corps-érotique, un corps-joie, la beauté, la jeunesse, la santé elle-même sont les gages d'un nouveau narcissisme et d'une intégration sociale supposée. Mais le « désir de bien faire » anime aussi cette dynamique, quand le commercial, par exemple, devient le nouveau moraliste. Il dicte la vie, quand la vacuité des idéaux pour les populations des sociétés mondialisées laisse place à une rationalité instrumentale qui peut devenir destructive, priviliégiant les moyens sur la fin.

La tyrannie du « tout, tout de suite », de l'« ici et maintenant », « de là à là », « today na today » semblent avoir remplacé la projection dans des « au-delà » comme fatalisme. L'attrait pour la consommation inclut la jouissance parmi les « biens » (J. Baudrillard, La société de consommation, Paris, éd. Denoël, 1970, p. 199.) De fait, la « vie bonne » est devenue la « vie libre », physiquement entretenue, cultivée. Cette dimension de valorisation du corps entretenu interroge l'analyse du comportement de notre société contemporaine (postmoderne comme postcolonial) comme « individualisme hédoniste ».

Nous entendons par cette expression l'éclatement des valeurs et des individus au travers de comportements non plus fédérés, ni par des valeurs transcendantes, ni même, ou bien peu, par des valeurs collectives ou les us et coutumes. En ce sens, cet individualisme est aussi dit « anomique » : chacun fait ce qui lui plaît même si la vie en dépend. Les individus se construisent essentiellement pour eux-mêmes et s'orientent dans l'exis-

tence en fonction de choix qui n'excluent pas la contradiction. : être ceci un jour, le contraire le lendemain. Cet « hyperchoix » (G. Lipovetsky, L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain. Paris, Gallimard, 1993, 1983, p. 323.) ouvre au passage à une difficulté majeure d'interprétation : tout se vaut. La jouissance ou le goût serait ainsi, au même titre que le vêtement ou le maquillage, soumis à la versatilité du choix individuel des apparences, régi, en outre, par le principe de plaisir.

Pour nous, le corps qui recherche ou revendique le plaisir et la jouissance sexuels est appelé « corps-érotique ». La production du corps-érotique performant intègre donc l'expérience familière de la violence du corps dans la société, comme une condition de possibilité de l'excellence, du « m'as-tu-vu ? », « de moi aussi je suis capable », « pourquoi moi et pas lui ou elle ? » dans la mondialisation entretenue par le multimédia dont est victime le Gabon qui met les corps en « challenge ».

Là se retrouve le masochisme décrit par Sigmund Freud (S. Freud, Trois essais sur la théorie de la sexualité, Paris, Quadrige, PUF, 2018.) dans cette forme d'auto-érotisme vécu au travers du corps bolide, du corps « narcissisé », mais aussi du corps malmené comme un jouet prodigieux, à la fois satisfaisant et insatisfaisant, qui donne la vie et qui donne la mort ; là se retrouvent aussi les éblouissements décrits par Joseph Tonda (J. Tonda, L'impérialisme postcolonial. Critiques de la sociologie des éblouissements, Paris, Khartala, 2015.) dans cette forme de consommation et de consommation vécues au travers des « corps-billards », du corps de la tuée-tuée, du corps des stars « de la gloire » comme Creol ou Nicki Minaj, corps à la fois éblouissant et mortifère. ●

Dr Arnaud Bengono Mezui



SCG-Ré

Nouveau Siège Social !



La Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-Ré) a le plaisir d'informer sa clientèle et ses partenaires du **changement de son Siège Social**.

Nos nouvelles coordonnées sont les suivantes :

-  **2080, Boulevard de l'Indépendance / Immeuble du Bord de Mer
1er étage / Palier gauche**
-  **B.P. : 6757 Libreville Gabon Email : infos@scg-re.ga**
-  **Tél. : (+241) 011 74 80 80 - 011 74 80 81 - 011 74 80 83 - 011 74 80 84 - 011 74 80 85**
- Fax : (+241) 011 74 80 82**
-  **Site web : www.scg-re.ga**
-  **SCG-Ré**

Enquête



Par **Griffin ONDO**

POLLUTION

Le pétrolier PERENCO au banc des accusés

Depuis plusieurs mois, PERENCO OIL & GAS GABON (PERENCO) est au centre d'une polémique au Gabon, qui touche le secteur environnemental. L'opérateur pétrolier franco-britannique est accusé par certaines organisations de la société civile de polluer les cours d'eau et les terres à Etimboué, non loin de la ville de Port-Gentil, dans la province de l'Ogooué-Maritime. Si la société n'a pas donné sa version des faits jusque-là, le gouvernement gabonais, lui, a annoncé un audit en janvier 2021. L'affaire a été portée devant les tribunaux, y compris en Europe.

Des centaines de pêcheurs au chômage

L'affaire fait grand bruit sur les réseaux sociaux et dans la presse locale. La presse internationale, à l'instar de France 24 a commencé, elle aussi, à s'y intéresser, d'autant plus qu'il s'agit d'un sujet pour le moins sensible dans la plupart des pays à travers le monde depuis quelques années : la préservation de l'environnement. Or, depuis octobre 2020, un groupe d'organisations non gouvernementales gabonaises dit avoir fait un constat accablant sur des installa-

tions de PERENCO à Etimboué, près de Port-Gentil, à la suite d'une mission de terrain effectuée dans ce département.

Dans cette localité située à proximité de la capitale provinciale de l'Ogooué-Maritime, dont la population est estimée à 5 723 habitants, Georges MPAGA dit en effet avoir relevé « des pollutions à grande échelle qui ont des impacts dommageables sur l'environnement, sur le quotidien

des habitants qui vivent essentiellement de la pêche et de l'agriculture ».

Le président du Réseau des organisations libres pour la bonne gouvernance (ROLBG) estime à « plus de 300 » le nombre de pêcheurs ayant perdu leur principale activité génératrice de revenus. D'autant plus que, a-t-il confié à RFI, à Etimboué, « les ressources halieutiques se raréfient. »



Des plaintes comme s'il en pleuvait

Pour demander des comptes au géant pétrolier franco-britannique ayant repris des actifs de Total au Gabon en 2020, le ROLBG a initié un ensemble d'actions en justice, et espère le faire condamner pour ses manquements à certaines dispositions contenues dans son contrat avec l'État gabonais, un des pays du monde faisant office d'exemple en termes de préservation

de la nature. Avec les communautés locales, l'ONG a en effet déposé deux plaintes à Port-Gentil, le 17 janvier 2021.

« La première plainte est avec constitution de partie civile. L'autre plainte concerne les coûts de dépollution, de réhabilitation des sites et de dédommagement des victimes », a précisé Georges MPAGA. Le président du ROLBG et ses compagnons n'entendent pourtant pas s'arrêter là. Estimant que l'opérateur pétrolier s'est adonné à une « exploitation non professionnelle » des hydrocarbures, en violation des normes légales au

Gabon, l'ONG a également annoncé qu'elle déposerait plainte auprès des autorités judiciaires en France, en Grande-Bretagne et devant la Cour africaine des droits de l'Homme et des Peuples à Arusha (Tanzanie).

« Nous nous réservons une action civile en indemnisation des populations victimes des impacts socio-économiques desdits crimes et pour le paiement des fonds communautaires non perçus en 29 d'exploitation pétrolière et gazière à Etimboué », a enfin menacé Georges MPAGA, soupçonnant par ailleurs PERENCO de violer les dispositions fiscales en rapport avec les investissements communautaires et

le développement local. Le président du ROLBG accuse la société de s'être rendue complice de détournement des fonds communautaires.

Le gouvernement enfonce le clou

Accusé depuis de longs mois, PERENCO n'a toujours pas officiellement réagi pour se défendre. Face aux attaques portées également à son encontre, le gouvernement, par l'entremise du ministère en charge de

L'Environnement, a quant à lui publié un communiqué le 21 janvier 2021 pour tenter de convaincre l'opinion de ce qu'il s'intéresse depuis longtemps à l'affaire, alors que certains l'accusent de prendre parti pour la société en observant comme elle le silence depuis des mois.

Selon le gouvernement, aidé par des experts de la Direction générale de l'Environnement et de la Protection de la nature (DGEPN) et ceux de la Direction générale des Hydrocarbures (DGH), dit avoir recensé plusieurs incidents ayant conduit à des déversements d'hydrocarbures sur terre et dans les cours d'eau intérieurs cou-

rant 2020. Il s'agit, précise le communiqué, des sites d'Avocette (avril), de Coucal et de la Missolo (juin) ainsi que de Batanga (septembre).

« Du constat fait sur plusieurs sites par les deux administrations, il en ressort trois principaux types d'incidents, à savoir : la mauvaise réhabilitation d'anciennes exploitations pétrolières antérieures à PERENCO, la détérioration des lignes de transport du pétrole, et les mauvaises conditions de traitement des déchets pétroliers », indique le département ministériel dont à la charge le Pr Lee WHITE.



Un audit annoncé, mais...

Si le gouvernement assure que l'opérateur pétrolier « a systématiquement engagé des travaux visant à circonscrire lesdites pollutions et à procéder au nettoyage de certains sites » à la suite des découvertes de brute dans les cours d'eau notamment, il affirme ne pas s'en tenir à la seule démonstration de la bonne foi de PERENCO. La Première ministre, Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA, aurait instruit, le 30 décembre 2020, les ministres

en charge de l'Environnement, Pr Lee WHITE, et du Pétrole, Vincent de Paul MASSASSA, de lancer un audit opérationnel et fonctionnel de l'ensemble des installations de la société.

Le gouvernement entend ainsi, aux côtés de PERENCO, « renforcer le Comité de travail conjoint, mettre en œuvre l'audit des installations et proposer un plan d'action d'urgence pour assurer le suivi de la dépollution des sites impactés ».

Autant dire que cette initiative ne passe pas du côté de la société civile gabonaise qui dénonce la mise en

place d'un comité mixte entre le gouvernement et le pollueur. Elle exige la plus grande fermeté pour la défense des intérêts du Gabon et des communautés riveraines gravement impactées par ces pollutions.

Le ROLBG estime en effet que « la réaction du gouvernement est une fuite en avant qui confirme son inaction, son manque d'autorité et de pouvoir régalien en dépit des constats désastreux résultants des atteintes généralisées à l'environnement occasionnés par PERENCO ». Affaire à suivre. ●

Griffin ONDO

Mais... ENCORE!



CARINE ILAMA

L'art de concilier altruisme et entrepreneuriat.

Partie du Gabon pour le Sénégal où elle y a poursuivi ses études de Droit commencées à l'Université Omar Bongo (UOB), Carine Edna ILAMA KASSA se fait peu à peu une place dans le pays de la Téranga, particulièrement dans le domaine du coaching des étudiants. Calée dans son domaine, la jeune gabonaise diplômée en Droit privé et en Gestion juridique des affaires a décidé d'en faire une source de revenus à côté de son activité professionnelle dans une agence de communication à Dakar et ses différentes occupations en tant qu'entrepreneuse dans le commerce en ligne.

ENOROMI MAGAZINE

Qui est Mlle Carine Edna ILAMA KASSA pour nos lecteurs et le public qui ne la connaissent pas encore ?

Carine Edna ILAMA KASSA

Mademoiselle Carine Edna ILAMA KASSA est une jeune dame née le 8 novembre 1986 à Libreville au Gabon et ayant fait ses classes à Saint-Louis de Port-Gentil, ainsi qu'au lycée Thuriat Bantsantsa où elle a obtenu son baccalauréat. Un diplôme qui m'a permis de m'inscrire en faculté de Droit à l'Université Omar Bongo, à Libreville. Là, j'ai effectué mon cycle Licence. Mais c'est finalement au Sénégal que j'ai terminé mes études, avec l'obtention d'une Licence en Droit privé et un Master en Gestion juridique des affaires.

ENOROMI MAGAZINE

À quoi peut ressembler une journée dans la vie de Carine ILAMA ?

Carine Edna ILAMA KASSA

J'évolue dans un domaine diamétralement opposé à ma formation et cela grâce à ma capacité d'adaptation. En effet, je suis Assistante de direction dans une agence de communication à Dakar. Étant le bras droit de ma patronne, j'assure l'aspect organisationnel de la structure.

Parallèlement, j'endosse la casquette de coach pour étudiants. Plus spécialement, j'interviens dans l'accompagnement des nouveaux étudiants et ceux inscrits en Master (juristes) dans la rédaction de leur mémoire de fin d'études. Et pour concilier ces différentes occupations auxquelles il faut ajouter celles liées à quelques-unes dans le commerce, il m'est nécessaire de planifier des publications sur ma page personnelle et à prospecter. C'est ainsi chaque début de semaine.

ENOROMI MAGAZINE

Pourquoi faire le choix du coaching au profit des étudiants ?

Carine Edna ILAMA KASSA

C'est à la suite d'un constat, d'une réflexion et d'une préparation que j'ai décidé d'endosser la casquette de coach. En effet, travaillant beaucoup au sein de ma communauté dans le cadre de tutorat - j'ai été responsable de la Commission culturelle de l'amicale des étudiants gabonais de l'Université Dakar Bourguiba 2016 - ou à titre personnel - solliciter par des amis afin de structurer leur travail ou le relire - avec des étudiants de tout bord (L1-M2), je constatais les faits suivants :

- pour le cycle Licence : ces derniers éprouvaient des difficultés d'ordre méthodologique, de structuration, mais surtout, plusieurs d'entre eux étaient peu portés sur la lecture ;
- pour le cycle Master 2 : une bonne partie était confrontée aux difficultés méthodologiques. Mais ici, à l'image

de la classe de Terminale, les retards accumulés, particulièrement en matière de recherche documentaire, sont flagrants.

Portée sur la transmission du savoir, j'ai donc entrepris une formation en qualité d'auditrice chargée des Travaux dirigés (TD) afin de le pratiquer au sein de l'université qui m'a formée une fois de retour au pays.

Mais la pandémie ayant changé mes plans, j'ai décidé d'être autodidacte, en acquérant des connaissances en marketing digital, en QHSE, en entrepreneuriat. Le livre Un mois pour devenir mon propre patron de Claudel Noubissie m'a énormément aidée. Cette dernière formation a été mon déclic. Je me suis rendu compte que j'ai une compétence : je sais analyser des sujets, formuler des problématiques et confectionner des plans ; je sais où chercher la documentation.

De plus, j'ai de bons retours de la part de ceux que j'aide, en particulier mes «bleusettes» qui ont considérablement amélioré leurs résultats. Mieux, la problématique formulée à un de mes amis proches a été validée ; ma sœur inscrite en QHSE a obtenu 18/20 à un contrôle grâce à notre collaboration. Je me suis dit : « Pourquoi ne pas transmettre cette passion moyennant une contrepartie ? Tu as une compétence, il faut la vendre. »

ENOROMI MAGAZINE

Vous avez produit, il y a quelque temps, un fascicule méthodologique au profit des étudiants. En quoi consiste-t-il ?

Carine Edna ILAMA KASSA

En Droit, l'accessoire suit le principal. En mettant en place des séances de coaching, j'ai décidé de produire un fascicule méthodologique intitulé « Mes premiers pas en Droit ». D'autant plus que les carences de ma cible reposaient sur la méthode.

Je suis intimement convaincue que le juriste, c'est la méthode et la structuration. Les études de Droit sont rythmées par des cours magistraux et des séances de travail dirigé, qui sont une mise en pratique des notions apprises, et cela, par le biais des exercices). L'apprentissage du cours de droit est spécifique, on l'étudie avec une méthode et à un BABA : le plan, il faut le connaître avant d'approfondir les questions abordées. Cette astuce, je l'ai apprise de ma «cacique» et je le répète à mes bleus.

Or nombre d'étudiants n'ont pas cette méthode, ne savent pas comment on procède. Dans le fascicule une partie y est consacrée : l'apprentissage du cours. Or, être étudiant, ce n'est plus se contenter du cours, il faut le compléter. C'est ici qu'intervient l'amour du livre et de la recherche que les étudiants négligent, mais ils paient le prix fort à la fin du cycle.

S'agissant des séances de travail dirigé (TD), une préparation est de mise. Je revois mon chargé TD de droit administratif : « la planche de TD doit être sale, avec de l'huile et surligner ».

Hélas, nous n'avons pas cette méthode, nous le faisons, nos petits frères le font : grand, je veux juste le plan. La préparation des TD est également mentionnée dans le fascicule.

S'agissant des exercices juridiques, la méthodologie, ils ont été formulés/expliqués simplement.

En effet, étant nouveau en la matière, le vocabulaire juridique est difficile à assimiler « ce qui se conçoit bien s'énonce clairement », raison pour laquelle le fascicule est illustré et assorti d'exemple. J'ai procédé ainsi, car il m'a fallu des années pour comprendre ce qu'est un intérêt théorique à titre d'exemple. Cette préoccupation est toujours d'actualité. En effet, lors de la présentation de ce projet un étudiant a évoqué ce problème.

Les méthodologies sont décortiquées de telle sorte que même un profane en comprendrait l'essence. Des sujets d'examens y sont incorporés, il ne suffit pas de connaître la méthodologie, il faut la mettre en pratique, car « c'est en forgeant que l'on devient forgeron ».

ENOROMI MAGAZINE

Avec vos différentes activités extra-professionnelles, vous vous considérez comme une entrepreneuse ou faites-vous du bénévolat ?

Carine Edna ILAMA KASSA

Mon crédo est simple : « Vous avez une compétence, vous savez faire quelque chose vendez-là ! » Du bénévolat, j'en ai fait, il est temps de valoriser mes compétences. Entreprendre, c'est la solution qui s'impose à nous les jeunes, à défaut d'attendre le retour des recruteurs. « Faites de votre passion votre travail. » Tel est donc le message que j'envoie à mes frères et sœurs. D'autant que, humblement, je considère que ce sont mon amour pour la transmission et mon altruisme qui m'ont conduit où je suis. ●

*Propos recueillis par
Griffin ONDO*



► DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

SAINT-VALENTIN

La Covid-19 en trouble-fête.

Le 14 février approche à grands pas. La Saint-Valentin est traditionnellement la fête des amoureux, un jour spécial durant lequel le couple se prouve son amour par le biais de petites attentions. Parfum, dîner en amoureux ou soirée torride, chacun y va de sa créativité. Mais cette année, cette fête aura un goût spécial, pandémie de Covid-19 oblige. Malgré cela, il n'y a absolument aucune raison de ne pas célébrer l'amour... il va juste falloir s'adapter.

Parce qu'il y a toujours une bonne raison pour célébrer l'amour et la passion, on ne boude pas son plaisir devant la Saint-Valentin. Chaque année, le 14 février, on fait un petit effort et on rappelle à notre «moitié» qu'on l'aime très fort. Les plus motivés pourront se lancer dans un repas spécial, pour une soirée qui pourrait s'annoncer torride. Ou bien, carrément planifier un pour l'occasion. Les autres pourront simplement déclarer leur flamme en envoyant un SMS coquin ou une image qui en dit long sur leurs sentiments.

RESPECTER LA TRADITION

Avec tous les chamboulements que la pandémie a amenés dans nos vies, on se dit que la Saint-Valentin cette année devra être différente, sans négliger son importance. Qu'on soit seule, en couple, divorcé, veuf, il y a moyen de prendre soin de soi et ce qui est de positif avec cette année de rebondissements, c'est qu'on apprend tranquillement à ralentir pour certains, à aimer sa petite bulle pour d'autres, bref apprendre à se recentrer. On ne dit pas que c'est facile, mais il faut faire avec. La journée de la Saint-Valentin est une tradition de longue date et il faut la célébrer malgré tout et se dire que le 14 février, c'est votre anniversaire pour vous chouchouter.

POURQUOI PAS À LA MAISON ?

Pour cette Saint-Valentin 2021, c'est à la maison. Mais après tout, pourquoi pas? Dans l'intimité de son chez-soi, vous pouvez profiter de votre propre confort. Reste à prévoir un joli programme. Le 14 février, c'est avant tout une occasion de plus pour se dire «Je t'aime», alors que ce soit chez soi ou ailleurs, il y a toujours de quoi la célébrer en beauté. Faites parler votre créativité, tout en vous adaptant à votre budget. Il n'est pas nécessaire de faire des folies. Vous pouvez passer un merveilleux moment chez vous en vous concoctant un repas spécial. Vous pouvez aussi regarder votre film préféré, écouter une playlist...

CÉLÉBRER L'INSTANT DE L'AMOUR

On dit toujours qu'on ne la fêtera pas, car trop commerciale ou «has been», mais on grogne tous si notre partenaire oublie d'y penser. La Saint-Valentin est pourtant l'occasion de se redire qu'on s'aime et de s'offrir un moment à deux. On oublie le temps d'une soirée la routine qui s'est installée et on s'octroie un instant de pause tendresse et amoureuse. Pourquoi se priver d'une délicate attention sous prétexte que la Covid-19 impose son diktat ? Si votre duo a subi quelques vagues ces derniers temps et que les disputes de couples sont courantes depuis quelques semaines, c'est la bonne occasion de rallumer la flamme et dégager un moment d'intimité. ●

Christian BOUA

enoromi magazine



www.enoromi.com

Suivez nous sur les réseaux sociaux

@Enoromi Magazine





► SPORT **LES SPORTIFS FÉMININS DE HAUT NIVEAU AU GABON**

Sont considérées comme sportives de haut niveau au Gabon, les athlètes féminines inscrites au ministère des Sports, chargé de la vie associative et bénéficiant d'une subvention pour les accompagner durant leur période d'activité. Pour cette année, Urgence MOUEGA MOUEGA (taekwondo), Sarah MAZOUZ (judo), Célestine AVOME ELLA (tennis) et Maria-Manuela NYONDA (tennis) sont les seules sportives qui sont considérées comme athlètes de haut niveau.

Qu'est-ce qu'un sportif de haut niveau ?

Une sportive de haut niveau au Gabon est une sportive qui est inscrite sur la liste de haut niveau du Ministère chargé des sports et du Comité national olympique Gabonais (CNOG) et qui bénéficie du soutien financier de l'État pour pratiquer la discipline de son choix dans un institut ou centre agréé reconnu de haut niveau préparatoire des athlètes à l'Étranger.

L'inscription sur cette liste répond à plusieurs critères, notamment que le CNOG identifie les athlètes à fort potentiel et que les directeurs techniques nationaux (DTN) de chaque fédération propose à la direction des sports de haut niveau du ministère chargé des sports, chargé de la vie associative une liste nominative. Ces sportifs doivent être âgés de 12 ans au moins dans l'année d'inscription et

avoir réalisé les prérequis de performance sportive pour être inscrits sur les listes du Comité national olympique.

Deux catégories se dégagent parmi les sportifs de haut niveau :

- **ÉLITE** : Sportif qui réalise une performance ou obtient un classement significatif, soit à titre individuel, soit en qualité de membre titulaire d'une Équipe nationale, lors des Jeux olympiques, Championnat du monde, Championnat d'Afrique ou lors de compétitions internationales (Ex. : Sarah MAZOUZ et Urgence MOUEGA MOUEGA) ;
- **SENIOR** : Sportif sélectionné par le Directeur technique national dans une équipe nationale pour préparer les compétitions internationales officielles figurant au calendrier des fédérations

internationales et conduisant à la délivrance d'un titre international ou à l'établissement d'un classement international (Ex. : Célestine AVOMO ELLA et Maria Manuela NYONDA).

Comment devenir sportive de haut niveau ?

Élite dans le basket, le tennis, la course à pied... les sportives peuvent devenir professionnelles dans n'importe quelle discipline. La sportive de haut niveau consacre une grande partie de son temps à la pratique d'une discipline sportive. Son quotidien d'athlète est agrémenté de beaucoup de déplacements, la vie de famille peut être compliquée à gérer. La vie personnelle doit s'adapter au rythme de la carrière sportive.

Être professionnelle du sport implique :

- des entraînements intensifs ;
- des régimes alimentaires ;
- des préparations mentales et physiques.

Pratiquer un sport de haut niveau nécessite de s'entraîner tous les jours, de faire attention aux blessures, de travailler sans cesse avec des pro-

fessionnels comme des kinésithérapeutes, des médecins.

Selon sa discipline, l'athlète travaille en salle, dans un gymnase, dans la nature ou sur un stade. Pour devenir professionnelle, il est conseillé de débiter jeune dans son sport. La passion ne suffit pas, la concurrence est redoutable, quelle que soit la discipline. C'est généralement l'entraîneur qui repère le jeune sportif compétent. Celui-ci le pousse à se diriger vers le haut niveau. Le coach sportif guide ainsi le jeune prodige vers des compétitions régionales ou nationales.

Les qualités essentielles d'une sportive de haut niveau

Devenir l'élite d'un sport, ça ne s'improvise pas. La seule réelle formation est l'entraînement sportif intensif. S'il devait n'y avoir qu'une seule qualité pour devenir sportif de haut niveau, avoir un mental d'acier. La volonté et le désir de réussir sont la clé. En effet, le professionnel doit se soumettre à une discipline sévère, faire de nombreux sacrifices. Par exemple, réaliser des entraînements longs et intensifs, avoir une hygiène de vie stricte (pas d'alcool ni de tabac, régime alimentaire).

L'accompagnement des autorités sportives, plus qu'une nécessité

Après un an d'attente, les sportifs de haut niveau au Gabon ont bénéficié en octobre 2021 d'un accompagnement à hauteur de 70 millions de francs CFA, correspondant à la deuxième tranche de leur subvention. Parmi les bénéficiaires de cette manne, Urgence MOUEGA MOUEGA (taekwondo), Sarah MAZOUZ (judo), Célestine AVOME ELLA (tennis) et Maria Manuela NYONDA (tennis).

Cette subvention représente la manière dont l'État a choisi d'accompagner ses championnes et les aider à viser l'excellence. Durant la cérémonie de mise à disposition de ces chèques aux athlètes, le ministre des Sports, Franck NGUEMA, s'est exprimé en ces termes : « Le sport de haut niveau représente l'excellence sportive. Le paiement de la subvention aux sportifs de haut niveau rentre dans la vision du président de la République à travers le soutien de l'État aux sportifs participants aux compétitions officielles figurants aux calendriers des fédérations sportives internationales, qui leur donnent le droit à un classement mondial. »

Les athlètes féminins de haut niveau gabonais



Urgence MOUEGA MOUEGA

Urgence Mouega est une taekwondoïste gabonaise née le 16 novembre 1994. Elle évolue d'abord dans la catégorie des moins de 62 kg, dans laquelle elle est médaillée d'or aux Jeux africains de 2011 à Maputo et médaillée de bronze aux Championnats d'Afrique de taekwondo 2012 à Antananarivo, aux Championnats d'Afrique de taekwondo 2014 à Tunis et aux Jeux africains de 2015 à Brazzaville.

Elle concourt ensuite dans la catégorie des moins de 67 kg, remportant la médaille d'argent aux Championnats d'Afrique de taekwondo 2016 à Port-Saïd et la médaille de bronze aux Jeux africains de 2019 à Rabat. Son dernier résultat est la 3e place pour les 67kg femmes aux Jeux africains en 2019.



Sarah MAZOUZ

Sarah Myriam MAZOUZ, née le 29 avril 1987 à Franceville au Gabon, est une judoka gabonaise évoluant dans la catégorie des moins de 78 kg. Elle a évolué sous les couleurs du Canada jusqu'en 2014, combattant désormais pour le Gabon. Elle a participé avec l'équipe nationale gabonaise de judo aux Jeux olympiques de Rio 2016. Elle vit actuellement à Montréal.

Célestine AVOMO ELLA

Célestine AVOMO ELLA est une joueuse de tennis gabonaise, née le 26 juillet 2000. Amoureuse du Tennis depuis son jeune âge, elle évolue chez les seniors de Pro Tennis Coaching Barcelone (Espagne) où elle s'épanouit en simple et en double. Récente vainqueur de l'Open international d'Ebolowa en décembre 2020, la jeune joueuse a un parcours encourageant. Elle a obtenu à l'Open international de Cotonou, du 12 au 18 novembre 2018 la médaille d'argent en perdant en finale contre la 24e joueuse ITF/juniors.



Quart de finaliste aux Jeux africains de Rabat, en raison d'un mal de dos, elle a participé au Nigeria à un tournoi Future, où elle a été stoppée au premier tour (simple et double). Ensuite, elle a été en Tunisie (Tabarca) pour deux tournois «Future» s'illustrant en quart de finale en double et un arrêt au premier tour en simple. Dans la continuité de son élan, elle a fait une pige à Monastir en Tunisie toujours pour un autre tournoi de même niveau, avec une belle prestation à la clé : deux finales en double. Elle représente l'avenir dans cette discipline encore méconnue des Gabonais.

Âgée de 20 ans, elle évolue en Simple Dames. Selon la Fédération internationale de Tennis, au 21 décembre 2020, elle occupe la 1214e place au classement WTA Simple et 515e mondiale au classement ITF en Simple.

Maria Manuela NYONDA

Détectée en 2011 par Samuel ABESOLO MINTOGO, entraîneur national, Manuela NYONDA est née le 28 décembre 1999. Après avoir reçu du technicien gabonais les fondamentaux de la discipline, elle a rejoint, en 2014, le club France Sport-études de Paris. Là-bas, elle a grandi sportivement et remporté plusieurs tournois en région parisienne.

Fort de ces résultats, elle évolue en semi-professionnel avec pour classement le quinzième rang. Voyant en elle des qualités de grandes championnes, l'État gabonais comptait déjà sur elle pour engranger des médailles supplémentaires en compétitions internationales. En phase ascendante, Maria Manuela NYONDA, après l'obtention de son baccalauréat S, a rejoint le club André Gimeno de



Barcelone (Espagne). Un centre de formation de haut niveau où elle y poursuivra sa formation sport-études pendant deux ans, avec un contrat en autant d'années et renouvelable.

À 18 ans, elle intègre les tournois et circuits WTA de la Fédération internationale de tennis (ITF) durant la saison 2017-2018.

Pour l'accompagner dans ce challenge, l'État gabonais lui a accordé la subvention réservée aux athlètes de haut niveau. Une bourse qui lui permet surtout de payer sa formation. L'une de ses plus belles victoires reste la médaille de bronze remportée à la Coupe d'Afrique des nations (Can) de tennis sur courts, organisé du 5 au 10 novembre 2018 à Gaborone, au Botswana.

Manuela NYONDA, qui s'est fixé comme objectif de réussir dans le tennis, entend bien continuer à se battre pour être au top. ●

Mikel DOUSSENGUI

DÉJÀ **10** ANS...
ET TOUJOURS AUSSI **HOT**



► CULTURE

PERSONNE NE SORT !

Et si le boycott avait été la bonne solution ?

Pour beaucoup, ils auraient dû suivre le mouvement de boycott lancé quelques mois plus tôt par certains de leurs collègues qui réclamaient une meilleure considération de l'artiste gabonais qui ne bénéficie d'aucun statut légal, plus de 50 ans après l'Indépendance du Gabon. En fin janvier 2021, soit plusieurs semaines après la diffusion sur les réseaux sociaux de la 4e édition du festival Gabon 9 provinces, les artistes et prestataires ayant pris part à cet événement culturel ont été contraints de séquestrer le secrétaire général du ministère de la Culture et des Arts pour réclamer le paiement de leurs cachets.

Triste image offerte le 27 janvier 2021 par de nombreux artistes gabonais en tête desquels Arnold DJOUD, devenu encore plus célèbre grâce à son cri « personne ne sort », lancé sur l'esplanade du ministère de la Culture et des Arts, alors que ses compagnons et lui-même avaient entrepris de barricader l'entrée principale du bâtiment abritant l'administration dont Michel MENGA M'ESSONE est le premier responsable. Mécontents, les artistes avaient en effet interdit tout accès au ministère, et avaient empêché de sortie les agents, y compris le secrétaire général dudit ministère qui avait tenté de s'en extraire.

La cause de cette initiative qui n'a pas manqué d'en étonner plus d'un résidant, selon les artistes présents au front, dans le manque de considération des autorités vis-à-vis des hommes et des femmes de cultures ayant permis de rendre possible la tenue de la 4e édition du Gabon 9 provinces. Plus d'une fois reporté, d'abord pour des raisons liées à sa budgétisation puis à cause de la pandémie du coronavirus, ce festival qui a finalement été décliné sous le format numérique a bien failli ne pas avoir lieu. Sa diffusion sur les réseaux sociaux est d'ailleurs quasiment passée inaperçue.

Délais de paiement non respectés

Plus d'un mois après l'organisation du festival en ligne, les artistes qui y ont pris part n'ont pas été payés, les prestataires encore moins. « Nous devions être payés depuis le 31 décembre 2020, mais jusqu'à présent (le 27 janvier 2021, NDLR), nous n'avons rien reçu », a déclaré La Go Android. Plusieurs artistes assurent en effet que le ministère de la Culture et des Arts s'y était engagé à travers un contrat signé avec chacun des participants l'ayant accompagné pour l'occasion. Des participants dont le nombre est estimé à un peu plus de 120 artistes, prestataires compris.

L'artiste Aimé Pounah précise par ailleurs que ces contrats stipulaient, entre autres, que « le paiement du cachet de l'artiste ou du groupe serait fait dans les locaux du ministère de la Culture et des

Arts, sous la supervision d'un contrôleur budgétaire, au plus tôt à la fin de l'enregistrement de l'artiste, si toutes les modalités pratiques sont réunies par l'organisateur et au plus tard, le dernier jour de diffusion du festival, soit le 31 décembre 2020 ».

Pour cette édition à caractère spécial, les émoluments des artistes auraient dû être revalorisés par rapport aux précédentes éditions, à cause de la Covid-19 et du fait que les acteurs culturels gabonais n'avaient pas bénéficié de l'aide de l'État depuis le début de la crise sanitaire. C'est du moins la promesse qui avait été faite par le ministère de tutelle. Du coup, « on a presté en bon parce qu'on avait confiance au ministre », a expliqué, désabusé, le chanteur Arnold DJOUD.

Pas d'argent pour le moment !

Alors que la rencontre du 29 janvier 2021 entre le ministre Michel MENGA M'ESSONE et les artistes et prestataires mécontents n'a accouché que de nouvelles promesses, il va sans dire que les hommes et femmes de culture ayant pris part à la 4e édition du festival Gabon 9 provinces ne rentreront pas de sitôt en possession de leurs cachets. « Nous avons eu cette rencontre avec les artistes pour leur faire comprendre que nous sommes conscients de ce qu'ils ont attendu, que l'attente a trop duré, et que par conséquent, il faut que nous trouvions une solution », s'est contenté de déclarer le ministre de la Culture et des Arts à l'issue de leurs échanges. D'autant que la seule enveloppe reçue jusque-là par le ministère en lien avec le festival a simplement permis de financer une infime partie de l'organisation de l'évènement, et non pour rémunérer les artistes.

« Je leur ai expliqué que les informations qu'ils ont reçues ne sont pas tout à fait exactes et que ceux qui les ont distillées savent bien pourquoi. L'avance que nous avons eue par rapport à la demande qui a été formulée pour couvrir l'ensemble des dépenses du Festival, a servi d'une part à financer le prestataire, c'est-à-dire à lui donner une avance, et



permettre le déploiement de ceux qui sont partis sur le terrain dans les 9 provinces du Gabon. Cet argent n'était pas destiné aux artistes. L'argent des artistes n'a pas été donné », a expliqué le membre du gouvernement.

Aurait-il fallu boycotter ?

En septembre 2020, à la suite de l'annonce par le gouvernement de la 4e édition du festival Gabon 9 provinces pour la première fois sous le format virtuel, plusieurs artistes parmi lesquels les rappeurs Franck Ba'ponga et FANG avaient décliné l'invitation du gouvernement. Leur principale raison : le manque de considération des autorités vis-à-vis des acteurs culturels nationaux, particulièrement pendant la crise liée à la pandémie du coronavirus.

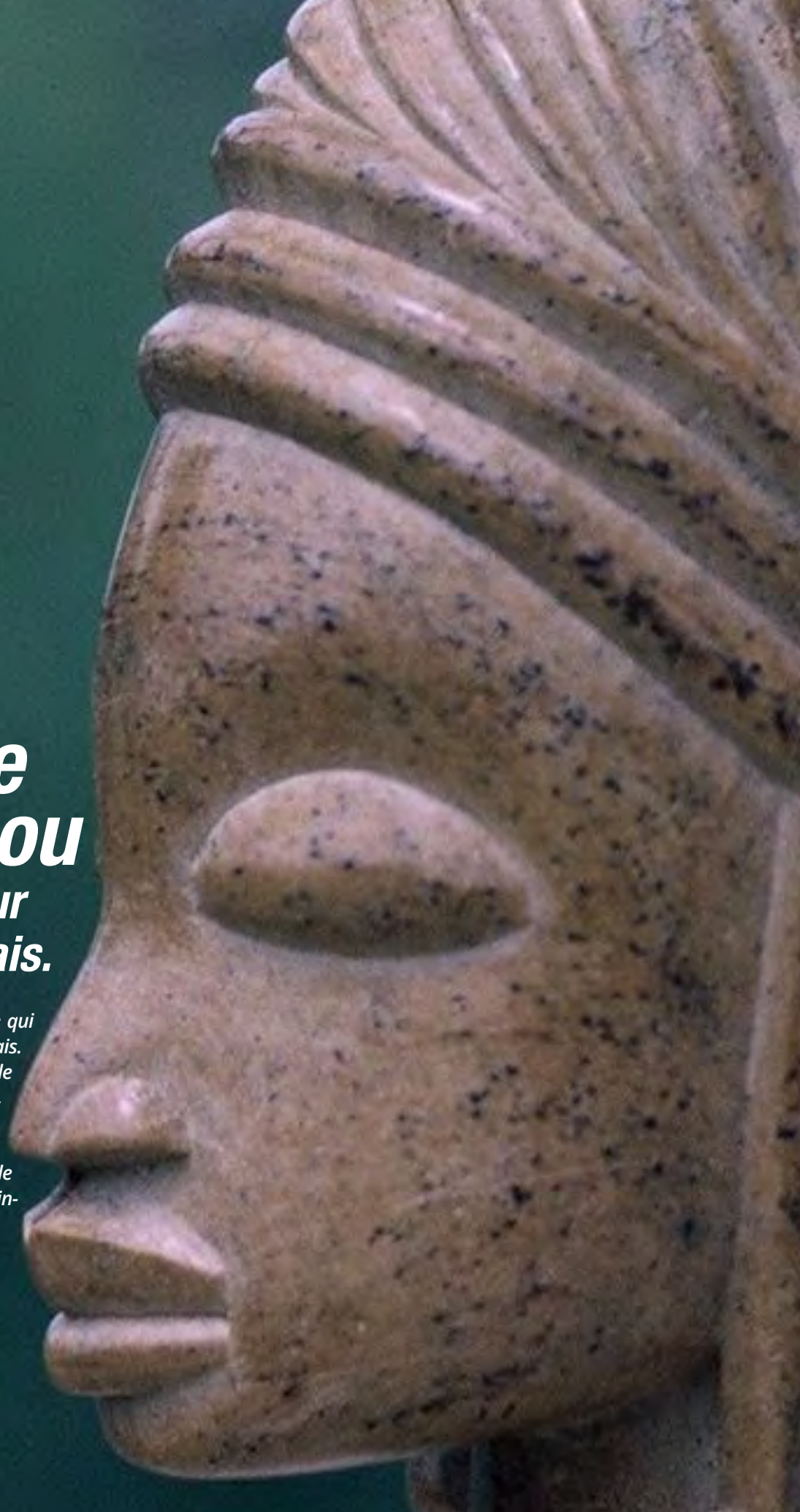
Derrière leur mobilisation, les artistes ayant préféré le boycott réclamaient que soit remis sur la table du gouvernement le projet de loi inhérent au statut de l'artiste en République gabonaise. Depuis plusieurs années, ce projet est en sommeil dans les tiroirs du Parlement. Pour que leur initiative aboutisse, peut-être aurait-il fallu que les artistes ayant pris part au dernier Gabon 9 provinces se joignent à eux. Ils auraient probablement évité de se faire ridiculiser une nouvelle fois, au point d'ériger des barricades pour espérer le paiement de leurs cachets. ●

Griffin ONDO

► DÉCOUVERTE

La Pierre de Mbigou ***Un atout majeur de l'art gabonais.***

La Pierre de Mbigou, une marque qui fait la fierté de l'artisanat gabonais. Un emblème de la sculpture et de la décoration. Du monde entier, ils sont rares les touristes partis de notre pays sans emporter un souvenir taillé dans la pierre dite de Mbigou autour de laquelle une industrie prend peu à peu forme.



Aux origines Aux origines...

Nul ne saurait dire avec exactitude l'année de la découverte de la pierre qui est désormais labélisée sous le nom de « Pierre de Mbigou ». Cependant, il convient de dire qu'elle fut mise en valeur par un chasseur-artisan de Mbigou, une commune rurale de la province de la Ngounié, à 800 km de Libreville. Moulaloukou, du nom de compatriote, aurait fait sa découverte lors d'une partie de chasse. De l'histoire, il se dit que c'est en essayant de donner une forme à la pierre qu'il venait de ramasser que Sieur Malaloukou va réaliser qu'elle parvient à épouser les traits qu'il lui donne. Il va ainsi décider d'en prendre plus. Ainsi, de retour au village, il va remplacer la sculpture sur bois, sa spécialité, par celle de la pierre. Nous sommes là dans les années 1950.

Quelques figurines et des statuettes plus tard, un Européen, Jose Maria, forestier, tout en admiration du travail de Malaloukou. Il va décider d'en faire la promotion notamment auprès du gouvernement. Il va inviter une équipe du ministère de la Culture et des Arts à Mbigou. La délégation sera elle aussi en admiration du magnifique travail effectué par Malaloukou et les siens. C'est ainsi que « la pierre de l'entente » (de sa signification en langue Izèbi) va faire son entrée dans le domaine patrimonial et culturel du Gabon.

La création de la Coopam...

Conscient du potentiel du travail de la Pierre de Mbigou, les équipes du ministère de la Culture et des Arts recommandent l'installation des sculpteurs de Mbigou sur le site de l'ancien Lycée Technique, qui abrite aujourd'hui le Lycée Paul Indjedjet Gondjou, en 1970. Parmi les premiers artisans à faire le déplacement de Mbigou pour la capitale, figure Lossangoye, neveu de Malaloukou. Ils participeront à l'animation de l'atelier d'art qui existait déjà dans ledit lycée.

Puis, grâce à un partenariat entre le Gabon et le Canada, les sculpteurs vont être délocalisés à Alibandeng. Ils bénéficieront d'un atelier. Cette délocalisation était nécessaire pour la professionnalisation, mais aussi pour le développement du tourisme. Ils avaient été installés dans une zone à fort couvert végétal et donnaient l'idée d'un payement aux touristes qui y al-

laient. Une position qui leur sera d'ailleurs favorable à partir de 1981 lorsque Amiar Ngang'ang, ministre de la Formation professionnelle et de l'Artisana, insuffle l'idée de la création de la Coopérative des produits artisanaux de Mbigou (Coopam).

De la Pierre de Mbigou...

Des années 1950 à nos jours, les artisans s'approvisionnent en matériaux dans le département de la Boumi – Louétsi donc Mbigou est le chef – lieu. Une situation qui est due aux propriétés spéciales que renferme cette pierre. D'ailleurs, ce qui la rend spéciale repose essentiellement sur le rendu. Par la vue ou par le toucher, les produits issus du travail de cette pierre laissent entrevoir la finesse, la douceur, la tendresse et de la résistance. On est nécessairement sous le charme devant ces œuvres d'art.

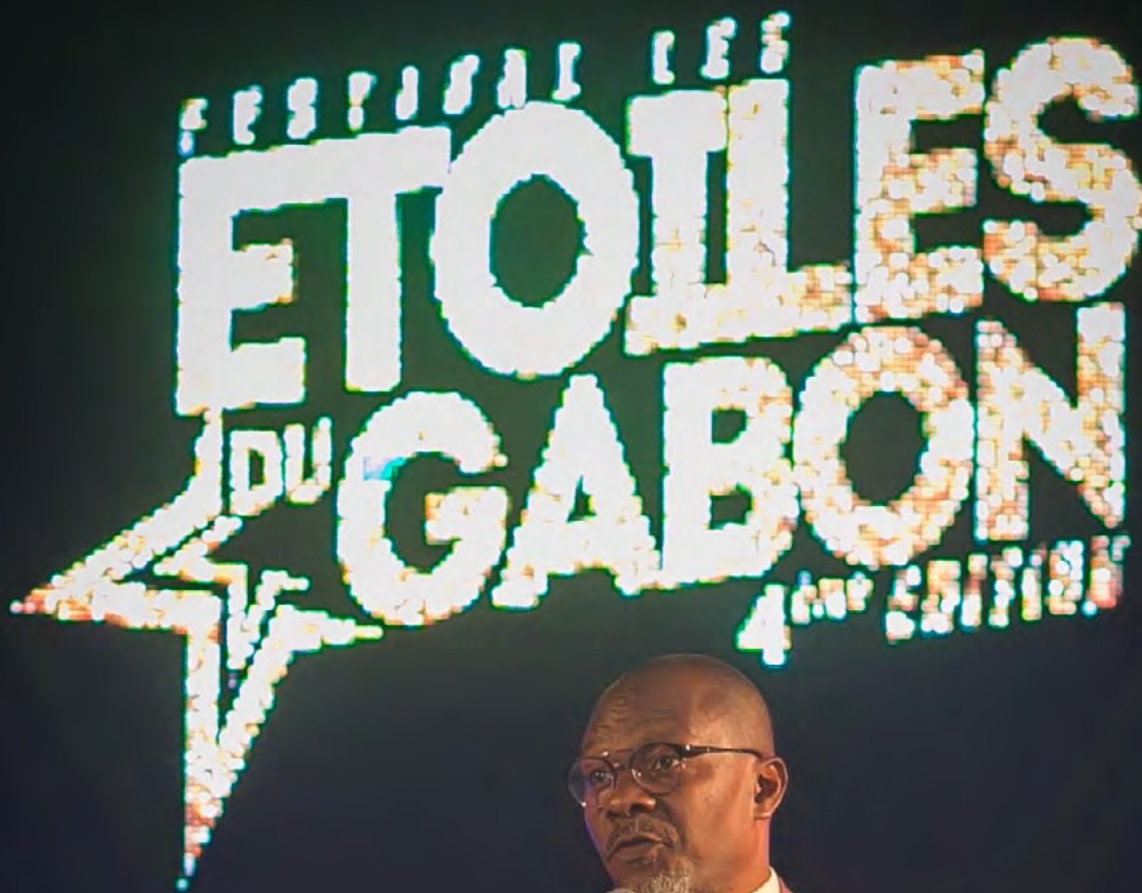
Ces caractéristiques chimiques révèlent la présence du talc, du silicate, du magnésium, etc., ce qui lui donne une coloration gris-clair. C'est cette composition qui la rend assez malléable et facile pour lui donner n'importe quelle forme souhaitée. C'est ainsi que la Pierre de Mbigou sert dans toute la chaîne de décoration intérieure, voire extérieure, et même en joaillerie. On réalise des pendentifs, des petites boîtes à bijoux, des statuettes, des masques, fresques murales, etc. La Pierre de Mbigou s'associe très bien avec des essences précieuses du Gabon (Ozingo/Padouk). Les formes à lui faire épouser sont aussi diverses que multiples à l'image de la nature. Seulement, la réalisation la plus célèbre de la Coopam reste celle du logo de la Société d'Énergie et d'Eau du Gabon (SEEG).

Toutefois, il faut dire que les artisans installés sur le site d'Alibandeng font face à de nombreuses difficultés dont l'interdiction par l'État de l'exploitation massive de la Pierre de Mbigou dans le but de la préservation de la ressource, mais aussi dans un but écologique. Cette situation a néanmoins une conséquence, la baisse du rendement.

Pour vous procurer les pièces faites en Pierre de Mbigou, vous pouvez vous rendre au siège de la Coopam à Alibandeng ou dans les maisons artisanales de Libreville. ●

R.R.

ZOOM SUR ...



Bien qu'une grande partie de l'année ait été rythmée par les mesures gouvernementales visant à limiter la propagation du coronavirus, certains rendez-vous culturels et de divertissement tel que le festival Les étoiles du Gabon ont tenu promesse et se sont tenus malgré la crise sanitaire, dans le strict respect du protocole sanitaire en vigueur. Au format réduit, la 4e édition dudit festival n'a pas moins accueilli Innocent Didace Balume dit Inno's'B, le jeune artiste congolais ayant fait sensation avec le hit planétaire « Yope ». Zoom sur cet événement devenu un incontournable du genre dans la capitale gabonaise.

**LES
ÉTOILES
DU GABON**

**Un festival
pour honorer
les talents.**

C'est à la salle des fêtes du complexe hôtelier le Nomad que AFJ Production et ses partenaires ont accueilli le gotha de la culture, des arts et des médias au Gabon, le 31 décembre 2020. Le festival Les Étoiles du Gabon s'est imposé comme la première plateforme culturelle et entrepreneuriale du pays.

À l'affiche de la quatrième édition, l'on comptait de grands noms de la musique africaine et gabonaise. Il s'est notamment agi, entre autres, de Innos'B de la République démocratique du Congo, Sly'A et Afrik'An Legend du

Gabon. Annoncé, le rappeur ivoirien Suspect 95 n'a pas pu effectuer le déplacement de Libreville pour des raisons personnelles, avaient expliqué les organisateurs.

Une émission de télé d'un nouveau genre

Sous le format d'une émission de télévision, la présentation de la soirée a été assurée par les vedettes du petit écran et de la radio du moment, parmi lesquels Régis « Iboga Power » Massimba, Didier Dafreshman, Erics-

son, Marie-Noëlle, Eunice, Pryscah, Waris, Karl Roger et Freddy Koula. Ensemble, ces présentateurs ont permis au public, y compris ceux ayant préféré les regarder en ligne, de passer un merveilleux réveillon du Nouvel An. Le spectacle était garanti par les organisateurs, ils n'ont pas failli à leur promesse.

Entre les différentes prestations d'artistes sur la scène, le comité d'organisation procédait à la remise des Étoiles, les récompenses créées pour l'évènement.



Les lauréats de la 4e édition

Au cours de cette 4e édition du festival Les Étoiles du Gabon, le groupe de musique Afrik'An Legend, auteur du hit mélangeant Ikokou du Gabon et afropop « C'est comment ? », a reçu l'Étoile de la Révélation artistique 2020. Votre magazine Enoromi et le site d'informations Reflets Gabon ont été récompensés de l'Étoile Média Innovation.

Les start-ups Event by Leaty's, Boucles et Frisettes et Danielle Mengue, formatrice de l'ONG SOS Maisons Précaires, ont obtenu l'Étoile d'Exception remise par Gina Nzengue de la radio Urban FM.

Ce fut un moment plein d'émotions et d'enseignements, la remise à l'acteur, humoriste et producteur Serge Abessolo de l'Étoile de l'Année. Une étoile qui lui a été remise par le producteur et réalisateur de la cérémonie, Fabrice Bekale dit Fabass, pour l'ensemble de ses œuvres dans le domaine du petit et du grand écran, mais surtout pour ses prix remportés au Burkina Faso, le Sotigui Awards pour la série télévisée « Cacao » diffusée sur Canal +.

Cette année encore le Pasteur et chanteur Hugues Tchinga Ngoye a une nouvelle fois entretenu les convives sur des titres évangéliques prônant l'espoir.

Le clou de la soirée fut ponctué par la magnifique scène du chanteur congolais Innos'B. Une parfaite communion avec l'assistance. Aussi, les prestations gracieuses de Shan'l la Kinda et Vanessa B. n'ont pas manqué de ravir le public et les fans.

La fête fut belle, et rendez-vous a été pris pour la prochaine édition, en décembre 2021. ●

Gloire ZN.

► INTERNATIONAL

FERMETURE DU COMPTE TWITTER DE DONALD TRUMP

Quand le débat sur la liberté d'expression enflamme la Toile.

Dès le lendemain de l'assaut du Capitole à Washington, siège du Congrès américain et symbole de la démocratie, le réseau social a décidé le 8 janvier 2021 de fermer « définitivement » le compte du Président en exercice (jusqu'au 20 janvier 2021) pour ses propos tenus lors du meeting qu'il avait organisé le 6 janvier dernier, jour de la validation par le Sénat et la Chambre des représentants de l'élection du 3 novembre 2020 qui avait vu la victoire du candidat démocrate Joe Biden.

Le siège du Congrès américain assiégé après un meeting de Trump

Les images des partisans du président sortant des États-Unis avaient stupéfait le monde entier. On y voyait des milliers de militants républicains, farouches défenseurs de Trump et chauffés à blanc durant le mee-

ting que ce dernier venait de tenir à quelques centaines de mètres du siège du congrès, se diriger vers le Capitole. Le choix de cette date et du lieu n'était pas anodin pour ses organisateurs. En effet, après plus d'une cinquantaine de recours juridiques auprès des États et de la Cour Suprême, d'une certification des résultats par les gouverneurs, d'un vote de désignation de Joe Biden par les grands électeurs comme 46e président des États-Unis, le Président Trump n'avait toujours pas accepté le fait d'avoir perdu l'élection du 3 novembre 2020. Durant les semaines qui suivent, il va par le biais de son moyen de communication préféré, Twitter, accuser les démocrates d'avoir « volé sa victoire

». Malgré les appels à la raison y compris de son propre camp, il sera resté fidèle à sa position : le déni.

Le 6 janvier dernier marquait la dernière étape dans le processus de légalisation de la victoire de Joe Biden à l'élection de la présidence américaine notamment la validation des résultats du scrutin par le sénat et la chambre des représentants réunis en congrès. Cette étape habituellement banale n'avait jamais attiré l'attention des médias jusqu'au 6 janvier 2020. Le président sortant américain veut tenter « le tout pour le tout » en empêchant que cette étape cruciale ne se fasse. Il avait d'abord demandé à son vice-président Mike Pence qui est



également président du sénat de ne pas certifier cette élection, mais ce dernier lui avait poliment expliqué y être « obligé par la constitution ». Donald Trump décide néanmoins de ne pas en rester là et d'organiser un meeting à Washington le jour de ladite certification, et ce à quelques centaines de mètres du siège du congrès. Il espère intimider les élus à travers cette gigantesque manifestation. Il est 9 h00 heure locale lorsque les élus démarrent les opérations de validation.

À l'extérieur, non loin du siège du congrès, les partisans de Donald sont venus en masses à l'appel de leur président « légitime » dans la capitale américaine. Reconnaisables aux effigies du candidat républicain qu'ils arborent fièrement, ils scandent des slogans comme « rendez-nous notre vote » ou encore « 4 années de plus ». Il est midi lorsque le président américain fait enfin son apparition sous les acclamations de ses fans. Tel une rock star, Donald Trump est accueilli par des cris de joie. Puis il va ensuite se lancer dans un long discours comme il aime tant le faire. En maintenant ses accusations de vol de l'élection par les démocrates, il va notamment ajouter : « Nous n'abandonnerons jamais, nous ne concéderons jamais la défaite, cela n'existe pas, vous ne concédez rien quand il s'agit d'un vol. » Avant de s'en prendre à la classe politique américaine qu'il traite de « gens mauvais ». Au bout d'une heure et demie d'une logorrhée interminable, il invite ses partisans à « descendre Pennsylvania Avenue » et à « marcher vers le Capitole ».

Ces derniers vont donc le prendre au mot. Aussitôt le meeting achevé, des milliers d'hommes et de femmes décident de mettre à exécution les mots de leur champion. Ils se dirigent vers le Capitole où la police locale, non préparée et complètement dépourvue, se retrouve très vite débordée par les manifestants venus en très grand nombre. Puis les événements s'enchaînent : des milliers de personnes pénètrent de force dans le Capitole. Après avoir tenté en vain de pénétrer dans la salle où se trouvaient les élus,

ils vont saccager les bureaux des sénateurs et députés sous les yeux ahuris de l'Amérique et du monde.

Les propos de trop selon les dirigeants des réseaux sociaux

Le président Trump ne commencera à réagir que 2 heures après le début des manifestations. Via son compte Twitter, il va demander à ses militants de manifester pacifiquement, car ils appartenaient au parti de « la Loi et l'Ordre » ; mais il est déjà trop tard et le mal trop profond. Dans la foulée, le compte Twitter de la présidence américaine publiera une vidéo dans laquelle Donald Trump demande aux manifestants de « rentrer chez eux » ce qu'une grande partie acceptera de faire. Le reste des irréductibles sera expulsé par les membres de la Garde nationale appelés en renfort. Après avoir été mis à l'abri dans les sous-sols du bâtiment, les élus reprennent le processus de validation aux alentours de 3 h du matin.

Le lendemain 7 janvier, le réseau social Twitter va être le premier à réagir en suspendant de manière « temporaire » le compte du locataire de la Maison-Blanche, lui reprochant d'avoir une part de responsabilité dans les événements du Capitole. Il faut dire que les images ont choqué le monde entier. Pire, les Américains qui considèrent le Capitole comme le symbole même de la démocratie américaine voient en cette attaque une atteinte grave portée contre leur démocratie. En outre le bilan est lourd : 5 personnes tuées dont un membre de la police et des millions de dollars de dégâts matériels, sans compter une image dégradée pour de nombreuses années.

Le PDG de Facebook, Instagram et Snapchat le milliardaire Marc Zuckerberg va immédiatement fermer

de manière définitive les comptes de Donald Trump. Le 8 janvier, suite aux messages de condamnations venant du monde entier, Twitter va emboîter le pas de Facebook et Instagram en fermant définitivement le compte @realDonaldTrump pour « incitation à la violence ». Les jours qui suivent, toutes les applications pro-Trump sont bloquées dans les magasins Android et iOS ainsi que toutes les vidéos de son compte YouTube, propriété du géant Google.

Les réactions des plateformes numériques : un aveu d'échec ?

Cette réaction tardive des géants des réseaux sociaux n'a pas empêché des reproches tous azimuts, fustigeant le laxisme dont avait bénéficié Donald Trump durant ces 4 dernières années. Les tenants de ce discours estimaient que le mal avait déjà été fait et que cette réaction tardive n'allait rien changer au fond, car la société américaine était maintenant profondément divisée. En effet, le président américain avait régulièrement tenu des propos extrêmement dangereux sur le réseau social Twitter quand il dénigrait par exemple le leader nord-coréen Kim Jong-un ou incitait à tirer sur les manifestations des Black Lives Matter.

Aujourd'hui les plateformes numériques ont suspendu environ 70 000 comptes de partisans de Donald Trump pour « le risque qu'ils représentent pour la sécurité nationale », selon le FBI, la police fédérale américaine.



Censure et atteinte à la liberté d'expression

Pour les partisans de Donald Trump, cette fermeture est une censure qui lui est imposée par les réseaux sociaux, ce qui constitue une atteinte intolérable à sa liberté d'expression. Son avocat et ancien maire de New York Rudolf Giuliani a même demandé sur son compte Twitter : « Qui sera le prochain ? » Certains élus républicains ne comprennent pas que celui qui préside encore jusqu'au 20 janvier prochain aux destinées de la première puissance mondiale puisse être

réduit au silence par une entreprise privée. Mais les soutiens de Trump ne se limitent pas à son propre camp.

En effet, le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador qui n'est certainement pas un de ses admirateurs a condamné l'attitude de ces plateformes à l'égard de Trump. Il leur reproche de s'être substitués aux autorités légales et légitimes en supprimant ces comptes. Le lanceur d'alerte Edward Snowden voit même dans cette suspension, un véritable tournant dans la bataille pour le contrôle de l'information.

Mais pour les farouches adversaires de Donald Trump, bien que saluées et justifiées, ces suspensions arrivent bien tardivement. Durant les 4 années écoulées, Donald Trump a

pu distiller ses discours à ses 88 millions d'abonnés sur Twitter sans que celui-ci le sanctionne. « Il s'est passé plus de choses sur la question de la modération des contenus en 2 heures que durant les quatre dernières années », constatait laconiquement le chroniqueur du Washington Post Tony Romm. Pour certains analystes, les propriétaires de ces plateformes numériques ont en réalité fait preuve d'opportunisme politique au lieu d'une réelle volonté de lutter contre la désinformation ou tout autre risque pouvant porter atteinte à la sécurité nationale. Sachant Trump sur le départ, il fallait tout simplement préparer l'arrivée de Biden. ●

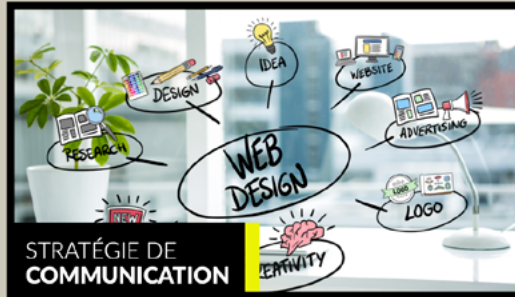
Jean Paul Augé OLLOMO

SERVICES PRESTIGES INTERNATIONAL



Relations publiques - Communication - Marketing

+241 62 26 26 00



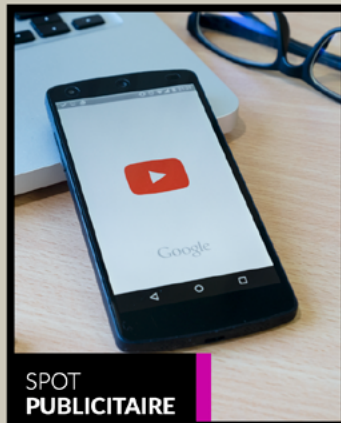
STRATÉGIE DE
COMMUNICATION



GRAPHIC
DESIGN



ÉDITION



SPOT
PUBLICITAIRE



RELATIONS
MEDIA/PRESSE

STRATÉGIE DE COMMUNICATION

Mise en oeuvre
Elaboration des axes de
communication
Choix des canaux de
planification des actions
de communication

ÉDITION

Journaux d entreprises
Magazines
Rapports annuels

SPOT PUBLICITAIRE

Spot TV et Radio
Spot d'Affiche
Video

GRAPHIC DESIGN

Charte graphique
Identité visuelle
Marketing et Publicité

RELATIONS MEDIA/PRESSE

Plan media
Dossier de conference de presse
Communication digitale

LES BOUQUETS
CANAL+

UBA
United Bank for Africa

Salut, je suis
Leo
Le Banquier
virtuel



VOUS POUVEZ
DESORMAIS VOUS REABONNER
AUX BOUQUETS CANAL+

